



# RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION ORDINAIRE 2017-2018  
5<sup>e</sup> SESSION DE LA 10<sup>e</sup> LÉGISLATURE

La rédaction du Rapport d'activités 2017-2018 a été clôturée le 4 septembre 2018.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement de Wallonie ([www.parlement-wallonie.be](http://www.parlement-wallonie.be)) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (courriel : [doc@parlement-wallonie.be](mailto:doc@parlement-wallonie.be), tél. : 081.25.16.77).





# TABLE DES MATIÈRES



<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>2</b>
<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>5</b>
<b>LE PARLEMENT</b>	<b>6</b>
QU'EST-CE QUE LE PARLEMENT ?	6
A. MISSIONS	7
B. COMPOSITION	10
C. RÈGLEMENT	16
<b>LES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES</b>	<b>18</b>
A. SÉANCES PLÉNIÈRES	18
B. COMMISSIONS ET COMITÉS	19
C. RAPPORTS D'ACTIVITÉS POLITIQUES	47
<b>LES RELATIONS INTERNATIONALES</b>	<b>48</b>
RÔLE INTERNATIONAL DU PARLEMENT	48
A. RELATIONS BILATÉRALES	48
B. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES	52
<b>LE PARLEMENT ET LES CITOYENS</b>	<b>54</b>
A. FAIRE ENTENDRE SA VOIX	54
B. PANELS CITOYENS	56
C. MÉDIATEUR COMMUN À LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET À LA RÉGION WALLONNE	56
D. MISSION PÉDAGOGIQUE	57
E. AUTRES ÉVÉNEMENTS	58
F. VISITES, CENTRE DES VISITEURS ET BOUTIQUE DU PARLEMENT	59
<b>L'ADMINISTRATION DU PARLEMENT</b>	<b>60</b>
A. ORGANES DE GESTION	60
B. GREFFE	61
C. BUDGET DE FONCTIONNEMENT	64
D. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION	64
E. REDÉPLOIEMENT IMMOBILIER	65
<b>IN MEMORIAM</b>	<b>66</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>67</b>
ANNEXE 1 : PROJETS ET PROPOSITIONS DE DÉCRETS DÉPOSÉS, ADOPTÉS, REJETÉS OU RETIRÉS	67
ANNEXE 2 : PROJETS DE DÉCRET DE NATURE BUDGÉTAIRE	78
ANNEXE 3 : PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION	79
ANNEXE 4 : PROPOSITIONS DE DÉCRET POUR LESQUELLES LE CONSEIL D'ÉTAT A RENDU UN AVIS	83
ANNEXE 5 : ARRÊTS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE CONCERNANT LES DÉCRETS DE LA RÉGION WALLONNE	84
ANNEXE 6 : CONTRÔLES ET AUDITS DE LA COUR DES COMPTES	85
ANNEXE 7 : STATISTIQUES GÉNÉRALES	86



# AVANT-PROPOS

Après une session 2016-2017 sous le feu des projecteurs (épisode du CETA, commission d'enquête Publifin, dépôt historique d'une motion de méfiance constructive à l'égard du gouvernement), le calme relatif retrouvé au Parlement de Wallonie n'a pas moins été synonyme d'un important travail accompli et d'évolutions décisives.

Tout d'abord, la modernisation de notre institution, entamée en début de législature avec la réforme du règlement, s'est poursuivie sous plusieurs aspects.

Je pense d'abord au redéploiement immobilier de notre assemblée qui se concrétisera prochainement par un agrandissement de nos espaces, indispensable vu l'augmentation de l'activité parlementaire. Ces locaux accueilleront notamment la Maison des Parlementaires qui abritera les bureaux des députés et des groupes politiques ainsi que de nouvelles salles de commissions.

Parallèlement à ce projet, le nouveau Centre des visiteurs ouvre plus grandes encore les portes du Parlement à toutes les personnes désireuses de découvrir le cœur de la démocratie wallonne. Il améliore le confort des visites qui attireraient déjà un grand nombre de groupes, et propose à la vente des publications ayant trait à la Wallonie ainsi que des articles produits par des talents wallons.

Cette ouverture du Parlement complète celle du processus législatif. La démocratie se veut, chez nous, toujours plus participative grâce aux initiatives lancées depuis le début de la législature, telles que la mise sur pied de deux panels citoyens, les pétitions électroniques ou les contributions citoyennes. Une dimension encore renforcée lors de cette session avec le lancement de la plateforme «Un décret par tous, un décret pour tous», qui permet à chacun de co-rédiger une proposition de décret sur base d'une idée soumise à la consultation par un député.

Par ailleurs, les chiffres témoignent de l'important travail abattu par les parlementaires lors de cette session: plus de 900 heures de réunion réparties en 150 heures de séances plénières et 750 heures de commissions, près de 6500 interpellations, questions orales et écrites, 52 propositions de décret et

45 propositions de résolution. Nos séances plénières ont également été animées de débats sur des sujets particulièrement importants pour l'avenir de la Wallonie, tels que ceux sur le Plan wallon d'investissements ou sur le projet de réforme des allocations familiales.

Cette année, le Parlement de Wallonie a poursuivi ses échanges avec les autres parlements belges, dans le cadre du fédéralisme de coopération renforcé par la 6<sup>e</sup> réforme de l'État. La question climatique a fait l'objet de nombreuses réunions de la Commission de coopération, et le volontarisme de chacun en la matière a permis de finaliser une ambitieuse résolution interparlementaire en vue de la COP24. Cette résolution va maintenant suivre son cours au sein des différents parlements compétents.

Mais la coopération et les échanges doivent aussi se conjuguer à l'international. À ce titre, le Parlement de Wallonie endosse avec sérieux et assiduité son rôle diplomatique. 11 délégations étrangères nous ont ainsi rendu visite, cette année, permettant de nouer ou d'approfondir des échanges sur différents dossiers, tels que le suivi des accords de libre-échange, ou les comités mixtes avec le Maroc et le Québec. Nous avons également mené des missions enrichissantes en Écosse, au Maroc et au Québec.

La visite en nos murs, ce 8 mai 2018, du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker fut, du reste, une belle reconnaissance de cette place toujours plus assumée qu'occupe notre assemblée sur la scène européenne.

Toutes ces évolutions vont dans le sens d'un renforcement de l'action de notre assemblée. Je souhaite que la dynamique initiée voici quatre ans puisse être le moteur de la dernière session de cette belle législature.

Bonne lecture!  
André ANTOINE





# LE PARLEMENT

## QU'EST-CE QUE LE PARLEMENT ?

La Belgique est un État fédéral qui se compose de Régions et de Communautés. La Constitution prévoit que les organes régionaux comprennent, pour chaque région, un parlement élu pour une législature de cinq ans.

Le Parlement de Wallonie constitue le siège du pouvoir législatif en Wallonie. Il est composé des députés élus par sa population. Ces derniers siègent en séances plénières et au sein de commissions dans le but d'adopter des décrets (lois régionales) et le budget de la Région mais aussi de contrôler le Gouvernement qu'il élit (interpellations et questions) et d'exprimer des positions sur des questions de société (résolutions). Le Parlement contribue aussi au bon fonctionnement de l'Union européenne. Enfin, il veille à associer les citoyens à ses activités.

Les travaux parlementaires sont les travaux, échanges et débats qui se déroulent dans le cadre des réunions publiques ou à huis clos du parlement. Celles-ci se déroulent en principe selon un calendrier préalablement établi et dans le respect du Règlement de l'assemblée.

L'assemblée se réunit tous les quinze jours, en alternance avec le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ses compétences touchent à la vie quotidienne des Wallonnes et des Wallons : économie, emploi, aménagement du territoire, environnement, mobilité, santé, énergie, logement, routes, agriculture, tourisme, eau, pouvoirs locaux, etc.

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://www.parlement-wallonie.be/le-parlement-wallon>

---

## SAVIEZ-VOUS QUE ?

Le Gouvernement wallon ne possède pas le pouvoir de dissoudre le Parlement, lequel siège jusqu'à la prochaine élection destinée à renouveler l'assemblée, soit au terme de la législature. C'est ce qu'on appelle un parlement de législature. Le Gouvernement peut cependant être remplacé à tout moment en cours de législature, pour autant que le Parlement vote une motion de méfiance. Ce mécanisme permet à l'assemblée de remplacer un ou des membres de l'exécutif, voire tout le Gouvernement. Les membres du Parlement devront cependant trouver un accord sur le ou les remplaçants aussi parle-t-on de « motion de méfiance constructive ». Cet outil a été utilisé le 28 juillet 2017 et a conduit à l'installation d'un nouveau Gouvernement issu d'une nouvelle majorité parlementaire.





## A. MISSIONS

### 1. VOTER DES DÉCRETS

Le droit d'initiative appartient aux membres du Parlement de Wallonie (par la voie du dépôt de propositions de décret) et aux membres du Gouvernement wallon (par la voie du dépôt de projets de décret).

Le texte est d'abord examiné par l'une des sept commissions permanentes du Parlement, lesquelles comptent chacune dix parlementaires.

Une fois examiné, amendé ou encore soumis à l'avis d'experts, le texte est présenté en séance plénière. L'adoption de ces textes permet de modifier des dispositions normatives existantes ou d'en instaurer de nouvelles.

### 2. CONTRÔLER LE GOUVERNEMENT

Avec l'exercice du pouvoir législatif, le contrôle du Gouvernement est une fonction essentielle du Parlement. Les députés peuvent contrôler le Gouvernement sur son activité ou l'efficacité des politiques publiques par le biais de questions parlementaires, d'interpellations, d'auditions, de commissions d'enquête, de contrôles budgétaires ou encore de motions.

Autrement dit, la mission de contrôle peut prendre différentes formes: l'information, l'investigation ou encore la possibilité de sanctionner le Gouvernement. Ce dernier est donc politiquement responsable devant le Parlement.

### 3. ÉCOUTER ET EXPRIMER LE POINT DE VUE DES WALLONS

Le Parlement est le lieu où s'expriment les députés élus par les citoyens. Tout au long de la législature, les députés sont à l'écoute des citoyens et défendent, au Parlement, les valeurs et les projets de ces derniers. En sus de leurs interventions sur les textes législatifs et de leurs questions, les députés peuvent exprimer les préoccupations de la Wallonie au travers de résolutions.



Le mécanisme de la démocratie représentative n'exclut par ailleurs pas que la population puisse participer à l'élaboration des décisions en étant consultée, en débattant ou en proposant. Le Parlement de Wallonie permet ainsi aux Wallonnes et aux Wallons de faire entendre leur voix en donnant leur avis sur des textes législatifs en projet, en rédigeant des adresses, en déposant des pétitions ou encore en venant présenter leur association aux députés.

Enfin, le Parlement de Wallonie est le seul en Belgique à permettre aux citoyens de participer directement et en toute transparence, avec des députés, à la rédaction d'une proposition de décret par le biais de la plateforme «Un décret par tous, un décret pour tous». Ce nouvel outil est mis à disposition des députés et des citoyens et a pour objectif de rechercher collectivement des solutions à des problèmes identifiés.

#### **4. PARTICIPER À LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE**

Le Parlement de Wallonie contribue au fonctionnement de l'Union européenne en procédant à l'examen de projets d'actes législatifs européens en application du principe de subsidiarité et de proportionnalité. Concrètement, il détermine, pour un projet d'acte donné, si le niveau de pouvoir européen est le plus adapté pour légiférer et si les moyens engagés sont proportionnels au but recherché.

En outre, le protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne prévoit des mécanismes de coopération entre les parlements des Etats membres et le Parlement européen. Dans ce cadre, le Parlement de Wallonie participe à de nombreuses réunions interparlementaires.

#### **5. FAVORISER LA CITOYENNETÉ**

Les institutions démocratiques fonctionnent d'autant mieux que la vie sociale d'une région est développée; de même, la vie sociale d'une région est d'autant plus riche que les institutions démocratiques inspirent la confiance et se donnent l'ambition de mobiliser les citoyens dans le sens de l'intérêt général.

Le Parlement de Wallonie estime qu'il est important de sensibiliser dès le plus jeune âge aux enjeux de la démocratie et il organise notamment des journées à caractère pédagogique à l'attention des élèves de l'enseignement primaire et secondaire.



## B. COMPOSITION

Depuis la première élection directe du 21 mai 1995, le Parlement de Wallonie se compose de 75 membres élus au suffrage universel et selon le système de la représentation proportionnelle.

Les membres du Parlement de Wallonie qui ont été élus en 2014 l'ont été dans treize circonscriptions électorales en proportion de la population de chacune d'elles.

Les 75 députés sont élus pour un mandat d'une durée de cinq ans, correspondant à la durée d'une législature.

Bien qu'élu dans le cadre d'une circonscription, chaque député détient un mandat régional et représente donc tous les Wallons.

### 1. MEMBRES

Au terme de la session 2017-2018, le 4 septembre 2018, les membres sont les suivants:

<b>M. Antoine André</b> .....	cdH	Président du Parlement de Wallonie
<b>M. Arens Josy</b> .....	cdH	
<b>Mme Baltus-Môres Jenny</b> .....	MR	
<b>M. Baurain Pascal</b> .....	cdH	
<b>Mme Bonni Véronique</b> .....	PS	
<b>M. Bracaval Philippe</b> .....	MR	
<b>Mme Brogniez Laetitia</b> .....	MR	
<b>M. Collignon Christophe</b> .....	PS	1 <sup>er</sup> Vice-Président du Parlement de Wallonie
<b>M. Courard Philippe</b> .....	PS	Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
<b>M. Culot Fabian</b> .....	MR	
<b>M. Daele Matthieu</b> .....	Ecolo	
<b>Mme Defraigne Christine</b> .....	MR	Sénatrice des entités fédérées désignée par le Parlement de Wallonie Présidente du Sénat
<b>M. Denis Jean-Pierre</b> .....	PS	
<b>M. Dermagne Pierre-Yves</b> .....	PS	Président du Groupe PS
<b>M. Desquesnes François</b> .....	cdH	Sénateur des entités fédérées désigné par le Parlement de Wallonie
<b>M. Destrebecq Olivier</b> .....	MR	Secrétaire du Parlement de Wallonie Sénateur des entités fédérées désigné par le Parlement de Wallonie
<b>Mme Dock Magali</b> .....	MR	
<b>M. Dodrimont Philippe</b> .....	MR	
<b>M. Drèze Benoît</b> .....	cdH	
<b>M. Dufrane Anthony</b> .....	PS	
<b>M. Dupont Jean-Marc</b> .....	PS	
<b>Mme Durenne Véronique</b> .....	MR	
<b>M. Evrard Yves</b> .....	MR	
<b>M. Fourny Dimitri</b> .....	cdH	Président du Groupe cdH
<b>M. Furlan Paul</b> .....	PS	
<b>Mme Gahouchi Latifa</b> .....	PS	Sénatrice des entités fédérées désignée par le Parlement de Wallonie
<b>Mme Galant Jacqueline</b> .....	MR	2 <sup>e</sup> Vice-Présidente du Parlement de Wallonie
<b>M. Gardier Charles</b> .....	MR	
<b>Mme Gérardon Déborah</b> .....	PS	
<b>M. Gillot Frédéric</b> .....	PTB-GO !	
<b>M. Godfriaux Jordan</b> .....	MR	
<b>Mme Gonzalez Moyano Virginie</b> .....	PS	
<b>M. Hazée Stéphane</b> .....	Ecolo	Président du Groupe Ecolo
<b>M. Henquet Laurent</b> .....	MR	
<b>M. Henry Philippe</b> .....	Ecolo	Sénateur des entités fédérées désigné par le Parlement de Wallonie
<b>Mme Kapompole Joëlle</b> .....	PS	
<b>M. Kilic Serdar</b> .....	PS	
<b>M. Knaepen Philippe</b> .....	MR	

<b>Mme Lambelin Anne</b> .....	PS	Sénatrice des entités fédérées désignée par le Parlement de Wallonie
<b>M. Lecerf Patrick</b> .....	MR	
<b>Mme Lecomte Carine</b> .....	MR	
<b>M. Lefebvre Bruno</b> .....	PS	
<b>M. Legasse Dimitri</b> .....	PS	
<b>M. Lenzini Mauro</b> .....	PS	
<b>Mme Louvigny Lyseline</b> .....	MR	
<b>M. Luperto Jean-Charles</b> .....	PS	
<b>M. Maroy Olivier</b> .....	MR	
<b>M. Martin Nicolas</b> .....	PS	
<b>Mme Moinnet-Joiret Isabelle</b> .....	cdH	
<b>Mme Morreale Christie</b> .....	PS	
<b>M. Mottard Maurice</b> .....	PS	
<b>M. Mouyard Gilles</b> .....	MR	
<b>Mme Nicaise Marie-Françoise</b> .....	MR	
<b>M. Onkelinx Alain</b> .....	PS	
<b>Mme Pécriaux Sophie</b> .....	PS	Secrétaire du Parlement de Wallonie
<b>Mme Potigny Patricia</b> .....	MR	
<b>Mme Poulin Christine</b> .....	PS	
<b>M. Prévot Maxime</b> .....	cdH	
<b>M. Prévot Patrick</b> .....	PS	
<b>M. Puget André-Pierre</b> .....	Indépendant	
<b>Mme Ryckmans Hélène</b> .....	Ecolo	
<b>Mme Salvi Véronique</b> .....	cdH	
<b>Mme Simonet Marie-Dominique</b> .....	cdH	
<b>M. Stoffels Edmund</b> .....	PS	
<b>Mme Stommen Isabelle</b> .....	cdH	
<b>Mme Tillieux Eliane</b> .....	PS	
<b>Mme Trotta Graziana</b> .....	PS	
<b>M. Tzanetatos Nicolas</b> .....	MR	
<b>Mme Vandorpe Mathilde</b> .....	cdH	
<b>Mme Vienne Christiane</b> .....	PS	
<b>M. Wahl Jean-Paul</b> .....	MR	Président du Groupe MR Sénateur des entités fédérées désigné par le Parlement de Wallonie
<b>M. Warnier Ruddy</b> .....	PTB-GO !	
<b>Mme Waroux Véronique</b> .....	cdH	
<b>Mme Warzée-Caverenne Valérie</b> .....	MR	
<b>Mme Zrihen Olga</b> .....	PS	Sénatrice des entités fédérées désignée par le Parlement de Wallonie

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://www.parlement-wallonie.be/vos-elus>

\* Voir Doc. 1 (SE 2014) N° 19: Listes des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés.

Voir aussi Doc. 5 (SE 2014) N° 1: Liste des membres qui ne sont pas visés par l'incompatibilité portée par l'article 24bis, §6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et Doc. 5 (SE 2014) N° 18: Liste des membres visés par l'incompatibilité portée par l'article 24bis, §6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et des choix opérés en application de l'article 4 du décret spécial de la Région wallonne du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon.

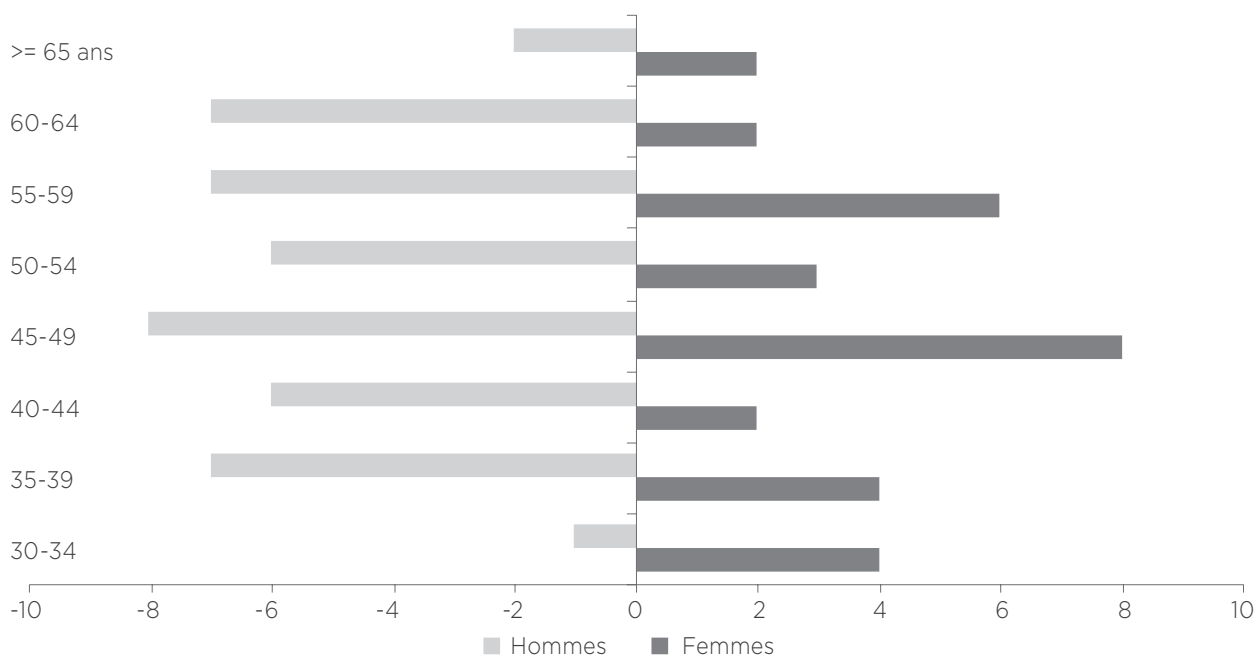
## SAVIEZ-VOUS QUE ?

En suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle, le Parlement a adopté le 24 janvier 2018 une proposition de décret spécial réorganisant les circonscriptions électorales en fusionnant les deux arrondissements de la Province du Luxembourg et en rattachant l'arrondissement de Thuin à l'arrondissement de Charleroi. Le nombre de circonscriptions électorales passe ainsi de treize à onze. A partir de 2019, chacune élira au minimum quatre élus au Parlement.

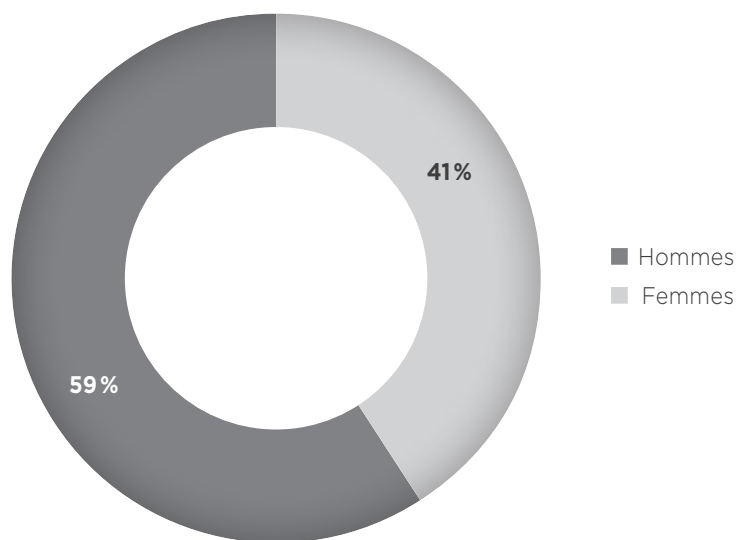


## PROFIL DES DÉPUTÉS

Pyramide des âges (l'âge moyen des députés wallons est de 49,6 ans)



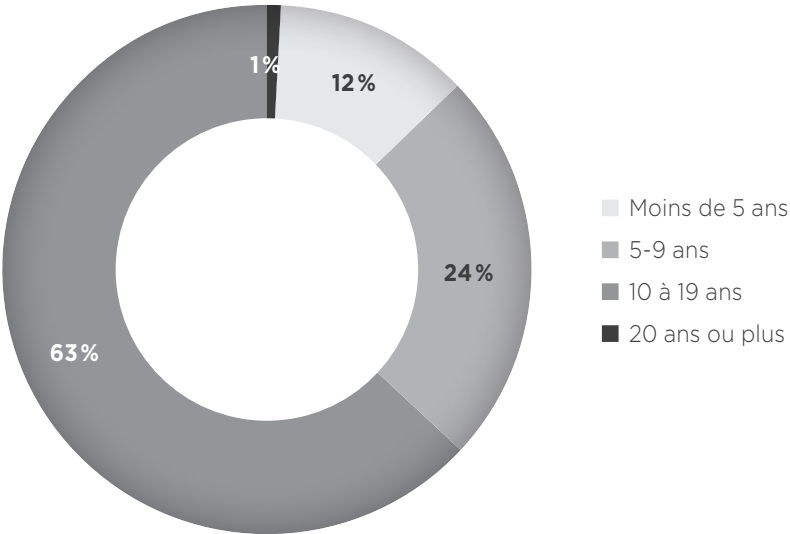
## RÉPARTITION PAR SEXE



Au sein des groupes politiques du Parlement de Wallonie, la représentation des femmes est la suivante :

- pour le Groupe PS: 13 sur un total de 30 membres (soit 43%);
- pour le Groupe MR: 11 sur un total de 25 membres (soit 44%);
- pour le Groupe cdH: 6 sur un total de 13 membres (soit 46%);
- pour le Groupe Ecolo: 1 sur un total de 4 membres (soit 25%).

RÉPARTITION DES DÉPUTÉS PAR EXPÉRIENCE PARLEMENTAIRE



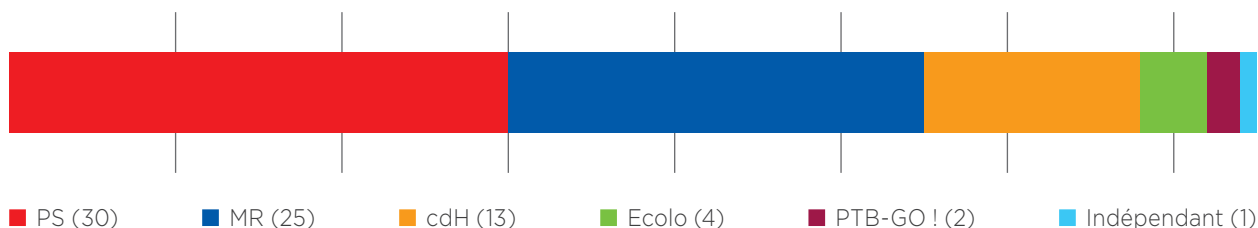
## 2. GROUPES POLITIQUES

Les députés peuvent s'organiser en groupes politiques, lesquels doivent, pour être reconnus, comprendre cinq membres au moins. Aucun député ne peut faire partie de plus d'un groupe.

Les groupes politiques reconnus bénéficient d'une subvention pour frais de fonctionnement allouée par le Parlement.

---

### RÉPARTITION DES 75 SIÈGES



Les groupes politiques ont désigné en leur sein un président :

<b>Groupe PS</b> .....	M. Pierre-Yves DERMAGNE
<b>Groupe MR</b> .....	M. Jean-Paul WAHL
<b>Groupe cdH</b> .....	M. Dimitri FOURNY
<b>Groupe Ecolo</b> .....	M. Stéphane HAZEE

## 3. STATUT DES PARLEMENTAIRES

Les députés qui sont titulaires d'un mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre ou de président d'un centre public d'action sociale doivent remplir une déclaration de mandats pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie et la communiquer avant le 30 juin au Bureau du Parlement de Wallonie (art. L5111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Un rapport sur l'exécution du contrôle des déclarations de mandats est rédigé et présenté par le Bureau en application de l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour les revenus de l'année 2016, ce rapport a été publié le 25 janvier 2018 (Doc. 999 (2017-2018) N° 1).

---

### SAVIEZ-VOUS QUE ?

Le 14 octobre 2018 ont eu lieu les élections locales. Le Parlement de Wallonie joue un rôle significatif dans le cadre de ces élections puisqu'il est chargé du contrôle des dépenses électorales engagées par les partis. Il est aussi chargé de l'examen des réclamations qui portent sur les dépenses engagées dans le cadre de ces élections.

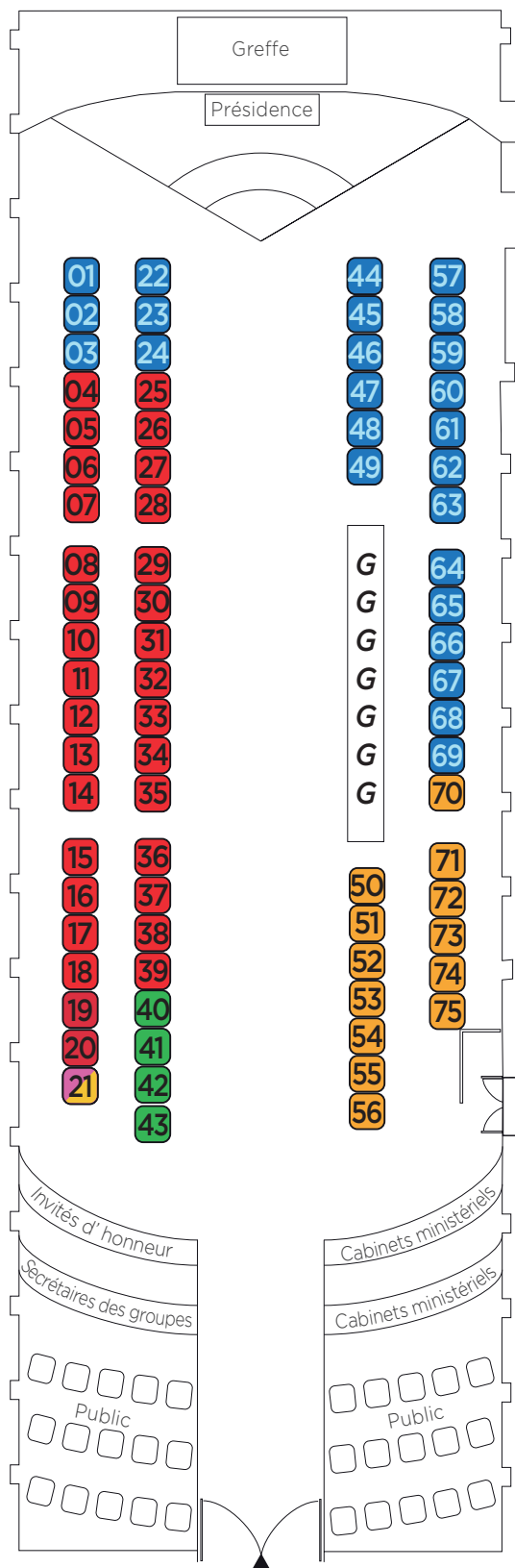


## 4. PLAN DE SALLE

### ORDRE NUMERIQUE

- 01 BRACAVAL Philippe
- 02 GARDIER Charles
- 03 GODFRIAUX Jordan
- 04 DENIS Jean-Pierre
- 05 BONNI Véronique
- 06 MOTTARD Maurice
- 07 LENZINI Mauro
- 08 GERADON Déborah
- 09 LEGASSE Dimitri
- 10 LEFEBVRE Bruno
- 11 KAPOMPOLE Joëlle
- 12 KILIC Serdar
- 13 GONZALEZ MOYANO Virginie
- 14 POULIN Christine
- 15 GAHOUCI Latifa
- 16 DUFRANE Anthony
- 17 TROTTA Graziana
- 18 LAMBELIN Anne
- 19 WARNIER Ruddy
- 20 GILLOT Frédéric
- 21 PUGET André-Pierre
- 22 CULOT Fabian
- 23 LOUVIGNY Lyseline
- 24 WARZEE-CAVERENNE Valérie
- 25 STOFFELS Edmund
- 26 MORREALE Christie
- 27 PREVOT Patrick
- 28 FURLAN Paul
- 29 TILLIEUX Eliane
- 30 VIENNE Christiane
- 31 COURARD Philippe
- 32 DERMAGNE Pierre-Yves
- 33 COLLIGNON Christophe
- 34 PECRIAUX Sophie
- 35 LUPERTO Jean-Charles
- 36 ONKELINX Alain
- 37 ZRIHEN Olga
- 38 MARTIN Nicolas
- 39 DUPONT Jean-Marc
- 40 HENRY Philippe
- 41 DAELE Matthieu
- 42 RYCKMANS Hélène
- 43 HAZEE Stéphane
- 44 TZANETATOS Nicolas
- 45 DODRIMONT Philippe
- 46 DEFRAIGNE Christine
- 47 MOUYARD Gilles
- 48 GALANT Jacqueline
- 49 WAHL Jean-Paul
- 50 FOURNY Dimitri
- 51 PREVOT Maxime
- 52 SALVI Véronique
- 53 SIMONET Marie-Dominique
- 54 DESQUESNES François
- 55 ARENS Josy
- 56 ANTOINE André
- 57 POTIGNY Patricia
- 58 NICAISE Marie-Françoise
- 59 LECERF Patrick
- 60 DOCK Magali
- 61 BROGNIEZ Laetitia
- 62 DURENNE Véronique
- 63 HENQUET Laurent
- 64 KNAEPEN Philippe
- 65 DESTREBECQ Olivier
- 66 BALTUS-MÔRES Jenny
- 67 EVRARD Yves
- 68 MAROY Olivier
- 69 LECOMTE Carine
- 70 BAURAIN Pascal
- 71 STOMMEN Isabelle
- 72 VANDORPE Mathilde
- 73 DREZE Benoit
- 74 WAROUX Véronique
- 75 MOINNET Isabelle

### Salle des séances plénières du Parlement de Wallonie



### ORDRE ALPHABETIQUE

- 56 ANTOINE André
- 55 ARENS Josy
- 66 BALTUS-MÔRES Jenny
- 70 BAURAIN Pascal
- 05 BONNI Véronique
- 01 BRACAVAL Philippe
- 61 BROGNIEZ Laetitia
- 33 COLLIGNON Christophe
- 31 COURARD Philippe
- 22 CULOT Fabian
- 41 DAELE Matthieu
- 46 DEFRAIGNE Christine
- 04 DENIS Jean-Pierre
- 32 DERMAGNE Pierre-Yves
- 54 DESQUESNES François
- 65 DESTREBECQ Olivier
- 60 DOCK Magali
- 45 DODRIMONT Philippe
- 73 DREZE Benoit
- 16 DUFRANE Anthony
- 39 DUPONT Jean-Marc
- 62 DURENNE Véronique
- 57 EVRARD Yves
- 60 FOURNY Dimitri
- 28 FURLAN Paul
- 15 GAHOUCI Latifa
- 48 GALANT Jacqueline
- 02 GARDIER Charles
- 08 GERADON Déborah
- 20 GILLOT Frédéric
- 03 GODFRIAUX Jordan
- 13 GONZALEZ MOYANO Virginie
- 43 HAZEE Stéphane
- 63 HENQUET Laurent
- 40 HENRY Philippe
- 11 KAPOMPOLE Joëlle
- 12 KILIC Serdar
- 64 KNAEPEN Philippe
- 18 LAMBELIN Anne
- 59 LECERF Patrick
- 69 LECOMTE Carine
- 10 LEFEBVRE Bruno
- 09 LEGASSE Dimitri
- 07 LENZINI Mauro
- 23 LOUVIGNY Lyseline
- 35 LUPERTO Jean-Charles
- 68 MAROY Olivier
- 38 MARTIN Nicolas
- 75 MOINNET Isabelle
- 26 MORREALE Christie
- 06 MOTTARD Maurice
- 47 MOUYARD Gilles
- 58 NICAISE Marie-Françoise
- 36 ONKELINX Alain
- 34 PECRIAUX Sophie
- 57 POTIGNY Patricia
- 14 POULIN Christine
- 51 PREVOT Maxime
- 27 PREVOT Patrick
- 21 PUGET André-Pierre
- 42 RYCKMANS Hélène
- 52 SALVI Véronique
- 53 SIMONET Marie-Dominique
- 25 STOFFELS Edmund
- 71 STOMMEN Isabelle
- 29 TILLIEUX Eliane
- 17 TROTTA Graziana
- 44 TZANETATOS Nicolas
- 72 VANDORPE Mathilde
- 30 VIENNE Christiane
- 49 WAHL Jean-Paul
- 19 WARNIER Ruddy
- 74 WAROUX Véronique
- 24 WARZEE-CAVERENNE Valérie
- 37 ZRIHEN Olga



# C. RÈGLEMENT

## 1. PRINCIPES

Le Règlement d'ordre intérieur du Parlement est le texte qui fixe notamment l'ensemble des règles applicables pour l'organisation de la procédure législative et pour l'exercice du contrôle sur le Gouvernement (Doc. 883 (2016-2017) N°1). Il a pour objet d'organiser le fonctionnement interne de l'assemblée et pour finalité de faire en sorte que chaque député soit traité sur un pied d'égalité.

Le Règlement définit les organes et leurs fonctions, détermine la publicité des travaux et encadre l'organisation des missions parlementaires à l'étranger.

Des propositions de modification peuvent être présentées par un ou plusieurs députés.

Il existe en outre des règles interprétatives qui constituent la jurisprudence du Bureau et de la Conférence des présidents et qui ont pour objet de préciser certaines modalités d'application du Règlement (<https://bit.ly/2y755hL>).

## 2. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT

### a) Modifications adoptées au cours de la session

- Proposition de modification du Règlement du Parlement de Wallonie déposée par Messieurs Antoine, Collignon, Mesdames Galant, Pécriaux et Monsieur Destrebecq (Doc. 1022 (2017-2018) N°1), adoptée le 25 avril 2018.

*Cette proposition de modification vise à inscrire dans le Règlement le nouveau découpage des circonscriptions électorales.*

### b) Propositions de modifications en cours d'examen

- Proposition de modification du Règlement du Parlement de Wallonie visant à compléter l'article 130 relatif aux personnes auditionnées dans le cadre de l'information des commissions et comités du Parlement, déposées par Monsieur Dermagne (Doc. 1079 (2017-2018) N°1).

*Cette proposition de modification du Règlement du Parlement de Wallonie tend à instaurer l'obligation, dans le chef des personnes auditionnées en commission ou comité, de déclarer si elles ont été associées à l'élaboration de la législation faisant l'objet de l'audition et si elles sont rémunérées dans ce cadre, et ce, dans un objectif de transparence.*

- Proposition de modification du Règlement visant à insérer un article relatif au registre des représentants d'intérêts, déposée par Monsieur Dermagne (Doc. 1080 (2017-2018) N°1).

*Cette proposition de modification du Règlement du Parlement de Wallonie a, dans une logique de transparence et de bonne gouvernance, l'objectif d'insérer des dispositions permettant de collationner les éléments relatifs à des organismes menant des activités destinées à influencer directement ou indirectement sur l'élaboration ou la mise en œuvre des politiques et sur les processus de décision du Parlement. La mise en œuvre de ces dispositions suppose la création d'un registre des représentants d'intérêts.*

### 3. AUTRES RÈGLEMENTS

À côté du Règlement d'ordre intérieur, il existe une série de règlements spécifiques, eux aussi adoptés par l'assemblée. Certains ont été modifiés ou adoptés au cours de la session 2017-2018 :

- règlement relatif au régime de pension des députés wallons, le 24 janvier 2018 (<https://bit.ly/2y8Rjey>);
- règlement fixant la procédure d'examen des réclamations contre l'élection du Parlement wallon, déposé par Messieurs Antoine, Collignon, Mesdames Galant, Pécriaux et Monsieur Destrebecq (Doc. 1023 (2017-2018) N°1) et adopté le 25 avril 2018.

C'est également le Parlement qui, à travers un règlement, fixe le montant de l'indemnité allouée aux députés.

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://www.parlement-wallonie.be/reglement>

---

### SAVIEZ-VOUS QUE ?

La session 2018-2019 sera la dernière session de la Xe législature du Parlement de Wallonie. Les prochaines élections régionales auront lieu le 26 mai 2019 et conduiront au renouvellement intégral de l'assemblée.





# LES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES



## A. SÉANCES PLÉNIÈRES

### 1. DÉBATS THÉMATIQUES TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

#### a) Débats extraordinaires (art. 70 du Règlement)

- Débat sur l'état de la Wallonie (séance plénière du 24 mai 2018, CRI n°18 (2017-2018)).

#### b) Débats sur base de questions d'actualité (art. 145.4 du Règlement)

- Débat sur l'avis du Conseil d'État sur le projet de réforme des allocations familiales (séance plénière du 10 janvier 2018, (CRI N°8 (2017-2018));
- Débat sur le plan wallon d'investissements (séance plénière du 24 janvier 2018, CRI N°9 (2017-2018));
- Débat sur le plan de restructuration du groupe Mestdagh (séance plénière du 9 mai 2018, CRI N°16 (2017-2018)).

---

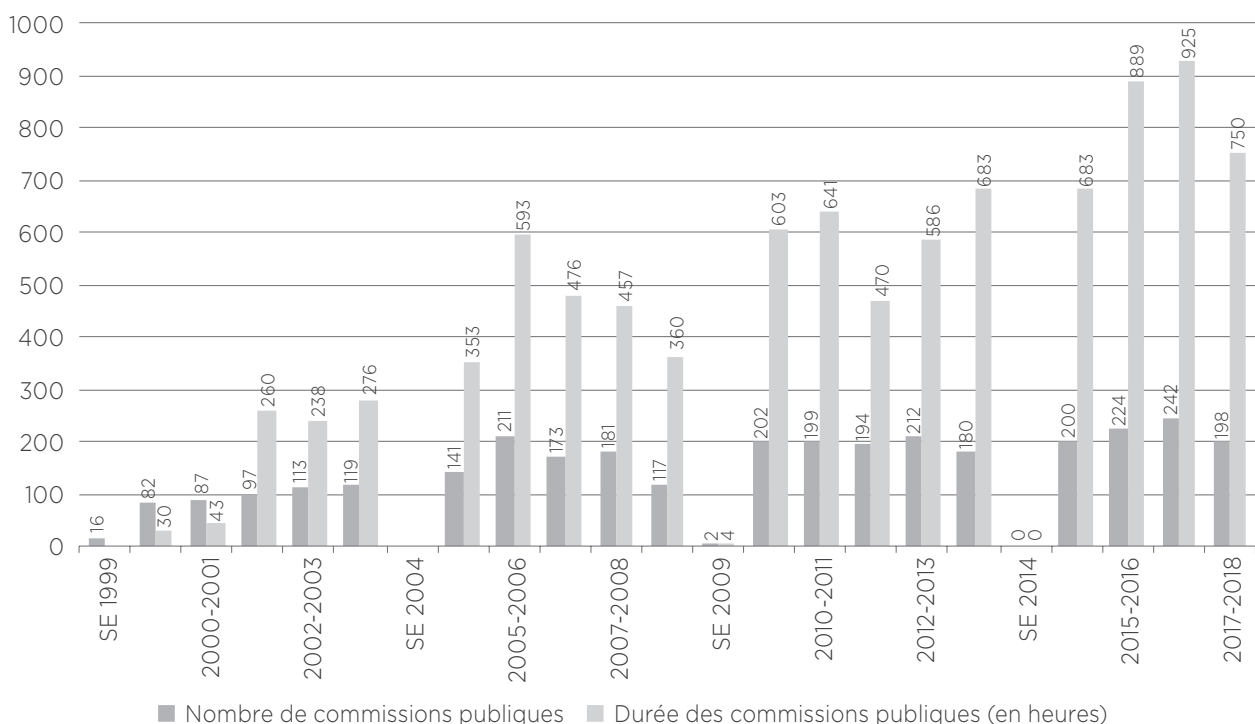
### SAVIEZ-VOUS QUE ?

Les députés et les membres du Gouvernement peuvent présenter une déclaration d'intérêt régional au début de chaque séance plénière. Cette déclaration porte sur un sujet précis d'intérêt régional. Il peut s'agir notamment de la présentation d'une proposition ou d'un projet de décret ou d'une proposition de résolution.



## B. COMMISSIONS ET COMITÉS

### 1. EN CHIFFRES



### 2. LE TRAVAIL EN COMMISSION

Le Parlement de Wallonie compte sept commissions permanentes et plusieurs autres commissions, comités ou groupes de travail spécialisés.

▶ Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://bit.ly/2Rz4IKK>

## COMMISSIONS PERMANENTES

### 1. COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

#### a) Compétences matérielles

La Commission des affaires générales et des relations internationales traite notamment :

- de la coordination de la politique du Gouvernement;
- des relations intra-belges;
- de la coordination des Fonds structurels européens;
- des relations avec les institutions européennes;
- de la lutte contre la pauvreté;
- du Fonds des calamités;
- des relations internationales;
- de l'importation, de l'exportation et du transit d'armes et de munitions.

---

#### SAVIEZ-VOUS QUE ?

C'est le Gouvernement wallon qui, au travers d'un arrêté, fixe la répartition des compétences entre les Ministres. Pour le Gouvernement en fonction à l'issue de la session 2017-2018, il faut se référer à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement (<https://bit.ly/2P1Qhro>)



Au sein de cette commission permanente est constituée une **Sous-commission de contrôle des licences d'armes**.

Cette sous-commission, composée de cinq membres effectifs et qui se réunit à huis clos, est exclusivement chargée du contrôle de l'octroi des licences d'importation, d'exportation ou de transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Les questions d'ordre général ou de géopolitique sont traitées en séance plénière du Parlement de Wallonie ou en séance publique de la commission.

#### b) Composition

**Président** ..... M. Nicolas TZANETATOS \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Olga ZRIHEN \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Isabelle STOMMEN \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Carine LECOMTE	M. Maxime PREVOT
M. Anthony DUFRANE	Mme Lyseline LOUVIGNY	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Anne LAMBELIN	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Olga ZRIHEN	M. Nicolas TZANETATOS	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Magali DOCK	M. Dimitri FOURNY
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Véronique DURENNE	Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Mauro LENZINI	M. Yves EVRARD	
M. Maurice MOTTARD	M. Jean-Paul WAHL	

\* Désignation en date du 28 septembre 2017.

La sous-commission de contrôle des licences d'armes est composée de Mesdames Bonni, Lecomte, Stommen, Monsieur Tzanetatos (Président) et Madame Zrihen.

Elle s'est réunie à 3 reprises lors de la session 2017-2018.

#### c) Faits saillants

La Commission des affaires générales et des relations internationales a, au cours de la session 2017-2018, examiné et adopté plus de 20 projets d'assentiment en matière de coopération internationale.

Elle a, toujours dans le domaine international, adopté la proposition de résolution relative au Docteur Ahmadreza Djalali, condamné à la peine de mort en Iran, déposée par Messieurs Wahl, Fourny, Madame Zrihen et Monsieur Hazée (Doc. 971 (2017-2018) N° 1 à 3) afin de donner un signal fort au pouvoir fédéral dans ce dossier qui met en jeu la protection des droits de l'Homme. Ce texte a été adopté le 29 novembre 2017 en séance plénière.

Elle a, au début de la session, adopté la proposition de décret spécial portant modification de l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin d'avancer la rentrée du Parlement wallon, déposée par Messieurs Hazée et Jeholet (Doc. 670 (2016-2017) N° 1 et 2).

La volonté des députés était de diminuer la période pendant laquelle le Parlement wallon ne se réunit pas. Il s'agissait également, à travers cette mesure, de donner un signal positif pour le dynamisme et l'image du Parlement wallon. La proposition de décret spécial a été adoptée en séance plénière du 11 octobre 2017. En 2018, le Parlement de Wallonie a ainsi fait sa rentrée le 5 septembre.



La Commission a, par ailleurs, pris le 22 mars 2018 de nombreuses mesures en matière de gouvernance en suite des conclusions de la Commission d'enquête Publifin lors de l'examen et de l'adoption des projets de décret modifiant les décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons (Doc. 1051 et 1052 (2017-2018) N° 1). Ces textes ont été adoptés le 28 mars 2018 en séance plénière.

La Commission a aussi adopté, en réunion du 26 avril 2018, le projet de décret spécial modifiant l'article 28 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'instaurer l'obligation d'alterner systématiquement le genre des candidats sur les listes pour l'élection des membres du Parlement wallon (Doc. 1065 (2017-2018) N° 1 à 3). Ces nouvelles mesures en matière d'alternance des genres, comparables à celles qui s'appliquent au niveau local, seront applicables lors de la prochaine élection des membres du Parlement wallon le 26 mai 2019. Le projet de décret spécial a été adopté le 9 mai 2018 en séance plénière.

Enfin, elle a adopté le 27 mars 2018 le règlement fixant la procédure d'examen des réclamations contre l'élection du Parlement wallon, déposé par Messieurs Antoine, Collignon, Mesdames Galant, Pécriaux et Monsieur Destrebecq (Doc. 1023 (2017-2018) N° 1 et 2). Ce règlement fixe les modalités d'examen des réclamations électorales qui peuvent être introduites contre l'élection du Parlement afin de formaliser la procédure. Ce règlement a été adopté le 25 avril 2018 en séance plénière.

#### d) Statistiques

La Commission s'est réunie à 23 reprises pour une durée totale de 59 heures et 53 minutes. Elle a adopté 25 projets de décret, 1 proposition de décret et 3 propositions de résolution (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

7 interpellations et 138 questions orales ont été développées au cours de la session et 2 auditions sur 2 thématiques ont été organisées.

---

## SAVIEZ-VOUS QUE ?

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur le Gouvernement par le biais d'une interpellation ou d'une question parlementaire. La question parlementaire peut prendre la forme d'une question orale, d'une question d'actualité, d'une question urgente ou encore d'une question écrite.

Une **interpellation** est une demande d'explication adressée à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique du Gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

Une **question orale** est une question parlementaire qui est développée en réunion de commission. Elle n'ouvre pas de perspective de dépôt d'une motion.

La **question d'actualité** est une demande d'explication adressée à un membre du Gouvernement en séance plénière. Elle porte sur un événement présentant un caractère d'actualité et dont le développement, en raison de son objet, ne peut attendre une prochaine réunion de commission.

La **question urgente** est une question orale qui porte sur un événement surgi quelques heures avant la séance plénière.

Enfin, la **question écrite** ne fait pas l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière. Elle est adressée à un membre du Gouvernement dans le but d'obtenir des éclaircissements sur des points particuliers de la législation ou encore en vue de faire préciser un aspect de sa politique.



## 2. COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SANTÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### a) Compétences matérielles

La Commission de l'action sociale, de la santé et de la fonction publique traite notamment :

- de la politique de dispensation de soins dans et en dehors des institutions de soins ;
- de l'organisation des soins de santé de première ligne ;
- de l'éducation sanitaire et des activités de médecine préventive ;
- de la politique familiale et des prestations familiales ;
- de la politique d'aide sociale ;
- de la politique d'accueil et d'intégration des immigrés ;
- de la politique des personnes porteuses d'un handicap ;
- de la politique du 3<sup>e</sup> âge ;
- de l'égalité des chances et des droits des femmes ;
- des infrastructures d'accueil de la petite enfance.

### b) Composition

**Présidente** ..... Mme Déborah GERADON \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Véronique DURENNE \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Carine LECOMTE \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Véronique DURENNE	Mme Véronique SALVI
M. Nicolas MARTIN	Mme Carine LECOMTE	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Sophie PECRIAUX	Mme Marie-Françoise NICAISE	
Mme Eliane TILLIEUX	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	M. Laurent HENQUET	Mme Isabelle MOINET
Mme Anne LAMBELIN	M. Olivier MAROY	Mme Isabelle STOMMEN
M. Jean-Charles LUPERTO	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Christiane VIENNE	M. Nicolas TZANETATOS	

\* Désignation en date du 26 septembre 2017.

### c) Faits saillants

En 2017-2018, la Commission de l'action sociale, de la santé et de la fonction publique fait écho à la mission d'étude organisée plus tôt dans la législature à la 69<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé et sur le fret ferroviaire (du 2 au 24 mai 2016 à Genève (Suisse)).



Cette mission portait notamment sur les pratiques suisses en matière d'accompagnement sexuel des personnes présentant un handicap, la volonté des députés étant de permettre aux personnes handicapées d'avoir accès à une vie relationnelle, affective et sexuelle épanouie.

Dans cette suite, le 27 mars 2018, la Commission a adopté à l'unanimité une résolution relative à la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap et à l'accompagnement sexuel (Doc. 1054 (2017-2018) N°1). Ce texte a été adopté le 25 avril 2018 en séance plénière.

En outre, et bien que le Fédéral reste compétent en la matière, la Commission avait dès 2016 souhaité pouvoir analyser plus spécifiquement les projets de salles de consommation à moindre risque telles que mises en place à Genève (Suisse).

Le 24 avril 2018, la Commission a adopté à l'unanimité une résolution relative à la mise en place d'expériences-pilotes de dispositifs intégrés en réduction des risques liés aux assuétudes et à la toxicomanie dans les grandes villes wallonnes (Doc. 1070 (2017-2018) N°1). Le texte a été adopté le 23 mai 2018 en séance plénière.

Le 6 février 2018, la Commission a adopté le projet de décret insérant un Titre VIII dans le Livre Ier de la Deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre (Doc. 993 (2017-2018) N°1).

Le projet de décret vise à pérenniser et à développer l'action des services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre en leur octroyant un agrément. Le texte a été adopté le 28 février 2018 en séance plénière.

Constatant que de nombreuses personnes sont hébergées dans des structures d'hébergement non agréées (SHNA) et qu'une réglementation s'avérerait nécessaire, la Commission a adopté, en réunion du 13 mars 2018, la proposition de décret insérant dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé des dispositions relatives à l'hébergement collectif de personnes en difficultés prolongées (Doc. 1029 (2017-2018) N°1) déposée par Monsieur Drèze, Mesdames Durenne, Salvi, Nicaise, Vandorpe et Lecomte. Cette proposition vise, d'une part, à interdire tous les établissements d'hébergement non reconnus ou non agréés et, d'autre part, à permettre aux établissements existants d'obtenir une reconnaissance officielle à condition d'offrir aux résidents une qualité minimale d'hébergement. Le texte a été adopté le 28 mars 2018 en séance plénière.

Enfin, les prestations familiales ayant été transférées aux Régions suite à la 6<sup>e</sup> Réforme de l'État et aux accords de la Sainte-Emilie, un modèle propre d'allocations familiales reprenant la fixation des montants de celles-ci, le système d'agrément des caisses privées et l'organisation d'une caisse publique wallonne a été approuvé à travers le projet de décret relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (Doc. 989 (2017-2018) N°1). Ce projet de décret a été adopté le 23 janvier 2018 en Commission et le 7 février 2018 en séance plénière.

#### **d) Statistiques**

La Commission s'est réunie à 20 reprises pour une durée totale de 88 heures et 30 minutes. Elle a adopté 4 projets de décret, 1 proposition de décret et 4 propositions de résolution (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

14 interpellations et 266 questions orales ont été développées au cours de la session. 1 débat et 15 auditions sur 7 thématiques ont été organisés.

### 3. COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

#### a) Compétences matérielles

La Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation traite notamment:

- de l'économie sociale;
- des exportations et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- des conditions d'accès à la profession;
- du bail commercial;
- du commerce extérieur et de l'accueil des investissements étrangers;
- de la politique des prix dans le secteur de l'eau;
- de la recherche scientifique;
- des technologies nouvelles;
- des implantations commerciales;
- de la politique de l'emploi;
- de la promotion sociale et de la formation en alternance.

#### b) Composition

**Président** ..... M. Philippe DODRIMONT \*

**Vice-Président** ..... M. Dimitri LEGASSE \*

**Vice-Présidente** ..... Mme Marie-Dominique SIMONET \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Latifa GAHOUCI	M. Philippe BRACAVAL	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	M. Philippe DODRIMONT	Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Dimitri LEGASSE	M. Yves EVRARD	
Mme Christie MORREALE	M. Laurent HENQUET	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Nicolas MARTIN	Mme Christine DEFRAIGNE	Mme Isabelle STOMMEN
M. Alain ONKELINX	Mme Marie-Françoise NICAISE	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Eliane TILLIEUX	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Olga ZRIHEN	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	

\* Désignation en date du 26 septembre 2017.



### **c) Faits saillants**

Le 27 février 2018, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a examiné et adopté le projet de décret relatif au bail commercial de courte durée (Doc. 1008 (2017-2018) N° 1). Ce projet de décret vise à établir un cadre juridique simple pour l'implantation de surfaces commerciales de courte durée afin de redynamiser l'offre commerciale dans les centres-villes. Ce texte a été adopté en séance plénière du 14 mars 2018.

Lors de la réunion du 27 février 2018, la Commission a également adopté le projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers (Doc. 1024 (2017-2018) N° 1). Ce projet vise à établir un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre et à créer des statuts particuliers de séjour au profit de ressortissants de pays tiers désireux de séjourner dans les États membres afin d'exercer un travail particulier. Il a été adopté en séance plénière le 14 mars 2018.

La Commission a en outre adopté, le 8 mai 2018, le projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 1<sup>er</sup> juin 2011 entre l'État fédéral et les Régions et Communautés concernant la coordination des contrôles en matière de travail illégal et de fraude sociale. Le projet de décret a pour objectif principal d'officialiser et d'intensifier la collaboration entre services d'inspection fédéraux et régionaux en matière de travail illégal et de fraude sociale, en permettant les échanges d'informations ainsi que la représentation des Régions et Communautés au sein des instances de lutte contre la fraude sociale mises en place par l'autorité fédérale (Doc. 1084 (2017-2018) N°1). Ce texte a été adopté en séance plénière du 23 mai 2018.

La Commission s'est par ailleurs penchée sur la transposition de plusieurs directives européennes dans le droit interne régional en adoptant, le 22 mai 2018, la proposition de décret relatif au déploiement des réseaux de communications à haut débit à l'intérieur des immeubles, déposée par Messieurs Fourny et Wahl (Doc. 1106 (2017-2018) N° 1). Ce texte a pour but d'assurer que tous les bâtiments soient conçus de façon à pouvoir accueillir des réseaux à haut débit de type filaire et sans fil depuis le point de raccordement du réseau jusqu'aux locaux de l'utilisateur final, sans travaux d'infrastructure supplémentaires. Cette proposition de décret a été adoptée en séance plénière le 23 mai 2018.

L'adoption de cette proposition de décret faisait suite à l'adoption, le 26 septembre 2017, du projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone en vue de transposer partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit (Doc. 862 (2016-2017) N° 1). Ce projet de décret a été adopté en séance plénière le 11 octobre 2017.

### **d) Statistiques**

La Commission s'est réunie à 21 reprises pour une durée totale de 101 heures et 42 minutes. Elle a adopté 5 projets de décret et 1 proposition de décret (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

3 interpellations et 359 questions orales ont été développées au cours de la session. 1 débat et 32 auditions sur 9 thématiques ont en outre été organisés.

## 4. COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRAVAUX PUBLICS

### a) Compétences matérielles

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics traite notamment :

- de l'acquisition, l'aménagement, l'équipement des zones d'activités économiques;
- de la sécurité routière;
- du contrôle technique des véhicules et des auto-écoles;
- de la mobilité;
- des aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB;
- de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;
- de l'environnement et du développement durable;
- du transport en commun;
- du bien-être animal.

### b) Composition

**Présidente** ..... Mme Isabelle MOINET \*

**Vice-Président** ..... M. Jean-Pierre DENIS \*

**Vice-Président** ..... M. Philippe DODRIMONT \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	M. Fabian CULOT	Mme Isabelle MOINET
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Philippe DODRIMONT	Mme Véronique WAROUX
M. Mauro LENZINI	M. Patrick LECERF	
M. Edmund STOFFELS	M. Olivier MAROY	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. Pascal BAURAIN
M. Serdar KILIC	M. Jordan GODFRIAUX	Mme Véronique SALVI
Mme Christie MORREALE	M. Philippe KNAEPEN	
Mme Sophie PECRIAUX	M. Jean-Paul WAHL	

\* Désignation en date du 25 septembre 2017.

### c) Faits saillants

Après deux années de travail ponctuées par diverses auditions, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics et la Commission de l'agriculture, du tourisme et du patrimoine ont adopté le 25 octobre 2017 la proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie (Doc. 256 (2014-2015) – N° 1). Ce texte vise à demander au Gouvernement wallon de prendre des dispositions immédiates pour interdire l'utilisation sur le territoire wallon de tout pesticide contenant des néonicotinoïdes et, au niveau européen, de défendre fermement leur interdiction. Il a été adopté en séance plénière le 16 novembre 2017.



Le 7 mai 2018, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics a adopté la proposition de résolution visant à prévenir les impacts des perturbateurs endocriniens sur la santé humaine et l'environnement (Doc. 820 (2016-2017) - N° 1 à 5). Il est demandé au Gouvernement wallon de plaider au niveau européen pour l'interdiction de certains produits sources de perturbateurs endocriniens et pour l'application du principe de précaution. Sur le plan wallon, l'une des demandes vise à la réalisation d'un programme de bio-monitoring afin d'évaluer le degré d'exposition de la population à des substances nocives et leurs effets. Ce texte a été adopté en séance plénière le 23 mai 2018.

La législation relative à la gestion des sols a, quant à elle, connu une profonde réforme au travers de l'adoption par la Commission, le 5 février 2018, du projet de décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols (Doc. 984 (2017-2018) - N° 1 à 40). L'enjeu du texte est de contribuer à une réhabilitation effective de terrains pollués. Il se nourrit entre autres d'une série d'auditions réalisées les 22 et 24 janvier 2018. Ce texte a été adopté en séance plénière le 28 février 2018.

La Commission a en outre adopté la proposition de résolution visant à lutter contre la présence de canettes parmi les déchets sauvages (Doc. 776 (2016-2017) - N° 1) dans laquelle il est notamment demandé au Gouvernement wallon d'envisager la mise en place de projets pilotes de consignes de canettes. Cette proposition de résolution a été adoptée en séance plénière le 25 avril 2018.

Relativement aux transports publics, la Commission a adopté, le 9 octobre 2018, la proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue de garantir la continuité du service public au sein du Groupe TEC (Doc. 67 (2014-2015) - N°1 à 4) ainsi que la proposition de résolution visant à responsabiliser les auteurs de mouvements de grèves sauvages (Doc. 161 (2014-2015) - N° 1 à 2).



Ces propositions ont pour but d'assurer un service garanti de transport public en cas de grève et à responsabiliser les auteurs de mouvements de grèves sauvages pour que celles-ci soient réduites au maximum. Ces textes ont été adoptés en séance plénière le 27 octobre 2017.

Par ailleurs, la commission s'est penchée sur le phénomène de harcèlement sexiste dans les transports en commun. Ainsi, s'appuyant sur diverses auditions, elle a adopté, le 5 février 2018, une proposition de résolution visant à lutter contre cette problématique (Doc. 357 (2015-2016) - N° 1 à 7). Ce texte a été adopté en séance plénière le 28 février 2018.

Le 15 mars 2018, après avoir pu prendre connaissance de divers avis écrits, la Commission a adopté le projet de décret réformant la gouvernance au sein de la Société régionale wallonne du Transport et modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (Doc. 1043 (2017-2018) - N° 1 à 7). Ce texte vise notamment à transformer le Groupe TEC en une société intégrée et unique couvrant l'ensemble de la Wallonie qui prendra le nom d'Opérateur de Transport en Wallonie (OTW). Ce projet de décret a été adopté en séance plénière le 23 mars 2018.

En matière de bien-être animal, le 25 septembre 2017, la Commission a adopté la proposition de résolution visant à favoriser les alternatives à l'expérimentation animale (Doc. 780 (2016-2017) N° 1 à 4). Ce texte a été adopté en séance plénière le 11 octobre 2017.

En termes d'aménagement du territoire, diverses modifications ont été apportées au Code du Développement territorial durant cette session parlementaire. Ainsi, la proposition de décret modifiant l'article D.IV.99 et le Livre VII du Code du Développement territorial en vue d'y insérer un article D.VII.1bis instaurant une présomption de conformité urbanistique pour certaines infractions (Doc. 739 (2016-2017) N° 1 à 7) qui a pour objet de mettre en place un mécanisme de présomption irréfragable de conformité de certains actes et travaux selon certaines conditions.

De même, la proposition de décret modifiant l'article D.V.1 du Code du Développement territorial (Doc. 789 (2016-2017) N° 1 à 4) ainsi que la proposition de décret modifiant les articles D.II.23, D.II.64, D.VI.17, D.VI.49 et D.VII.1 du Code du Développement territorial et visant à y insérer un article D.II.25bis (Doc. 790 (2016-2017) N° 1 à 4) ont été adoptées par la commission le 26 octobre 2017. La première vise à permettre qu'un site, situé en zone de loisirs au plan de secteur et visé par la mise en œuvre du plan relatif à l'habitat permanent, puisse être considéré comme un site à réaménager, afin de réhabiliter des friches créées par d'anciennes activités liées à l'habitat permanent. La seconde entend régulariser certaines situations liées à l'habitat permanent en autorisant la création d'une nouvelle zone au plan de secteur.

Ces 3 textes ont été adoptés en séance plénière le 16 novembre 2017.

La Commission a également adopté, le 7 mai 2018, la proposition de résolution relative à l'adoption du Plan wallon des déchets-ressources arrêté par le Gouvernement wallon le 22 mars 2018 (Doc. 1091 (2017-2018) N° 1). En respect de la législation en vigueur, celle-ci a permis au Plan wallon des déchets-ressources de sortir ses effets. Ce Plan réforme la gestion des déchets en Wallonie, en mettant en exergue la réutilisation des biens et en considérant les déchets comme des ressources, tout en privilégiant l'économie circulaire. Ce texte a été adopté le 23 mai 2018.

Enfin, la Commission a visité le 4 décembre 2017 le Complexe de la Vesdre à Eupen et a organisé une mission à Metz (France), Cernay (France) et Fribourg (Suisse) du 19 au 21 novembre 2017 sur le thème de la mobilité et de l'aménagement du territoire.

#### **d) Statistiques**

La Commission s'est réunie à 29 reprises pour une durée totale de 142 heures et 20 minutes. Elle a adopté 3 projets de décret, 6 propositions de décret et 8 propositions résolutions (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

8 interpellations et 472 questions orales ont été développées au cours de la session et 25 auditions sur 10 thématiques ont été organisées.

## 5. COMMISSION DU BUDGET, DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT

### a) Compétences matérielles

La Commission du budget, de l'énergie et du climat traite notamment:

- du budget;
- de la gestion mobilière;
- des aéroports et aérodromes;
- de l'énergie;
- du climat.

### b) Composition

**Président** ..... M. Jean-Marc DUPONT \*  
**Vice-Président** ..... M. Olivier DESTREBECQ \*  
**Vice-Président** ..... M. Paul FURLAN \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Benoît DREZE
M. Paul FURLAN	M. Olivier DESTREBECQ	M. Dimitri FOURNY
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Magali DOCK	
Mme Christiane VIENNE	M. Philippe KNAEPEN	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Philippe BRACAVAL	M. François DESQUESNES
M. Bruno LEFEBVRE	M. Charles GARDIER	Mme Véronique WAROUX
M. Edmund STOFFELS	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Graziana TROTTA	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	

\* Désignation en date du 25 septembre 2017.

### c) Faits saillants

La Commission du budget, de l'énergie et du climat a consacré la majeure partie de ses activités à des travaux portant sur l'examen de matières d'ordre budgétaire et fiscal mais également à la problématique du climat.

Au cours de ses réunions du 27 novembre et du 1<sup>er</sup> décembre 2017, la Commission a examiné et adopté les projets de décret contenant le deuxième ajustement du budget des recettes et des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017 (Doc. 939 (2017-2018) - N°1 et Doc. 940 (2017-2018) - N°1) et les projets de décret contenant le budget des recettes et des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018 (Doc. 941 (2017-2018) - N°1 et Doc. 942 (2017-2018) - N°1). Le vote de ces projets de décret en séance plénière est intervenu le 13 décembre 2017.

Au cours de ses réunions des 2 et 6 juillet 2018, la Commission a examiné et adopté les projets de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes et des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018 (Doc. 1126 (2017-2018) - N°1 et Doc. 1127 (2017-2018) - N°1). Le vote de ces projets de décret en séance plénière est intervenu le 17 juillet 2018.

Lors de ses réunions du 11 décembre 2017 et du 16 juillet 2018, la Commission a par ailleurs examiné et adopté le projet de décret portant diverses dispositions fiscales (Doc. 972 (2017-2018) - N°1) et le projet de décret portant des dispositions fiscales diverses (Doc. 1152 (2017-2018) - N°1). Le vote de ces projets de décret en séance plénière est intervenu respectivement le 13 décembre 2017 et le 18 juillet 2018.



Ces projets de décret proposent, outre la suppression de la redevance télévision, de mettre en œuvre une série de mesures fiscales relatives aux droits de succession et d'enregistrement et aux procédures de recouvrement. D'autres mesures particulières sont également prévues pour répondre à des contraintes européennes en matière de droits de succession et en matière de prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, ou pour la modification des centimes additionnels régionaux selon le nouveau calcul du facteur d'autonomie applicable à partir de l'exercice d'imposition 2018. Enfin, une série de mesures s'inscrivent dans le cadre de la politique d'incitation du Gouvernement à l'égard de comportement éco-responsables.

Le 25 septembre 2017, la Commission a adopté la proposition de résolution relative à la mise en œuvre d'une politique wallonne du climat (Doc. 886 (2016-2017) N° 1). Cette proposition de résolution vise à demander au Gouvernement de défendre une position ambitieuse au vu notamment des différents objectifs et échéances fixés au niveau régional, fédéral, européen et international. Ce texte a été adopté en séance plénière le 28 septembre 2017.

En sa réunion du 4 juin 2018, la Commission a décidé de constituer un groupe de travail sur la mise en œuvre de l'accord Climat. Ce groupe de travail est chargé d'organiser un suivi trimestriel, en Commission, de la mise en œuvre de la résolution relative à la mise en œuvre d'une politique wallonne du climat et de préparer le suivi des travaux de la Commission de coopération dans le cadre du Dialogue interparlementaire sur le climat.

La Commission a également consacré de nombreuses heures à l'examen et au vote de textes en lien avec la problématique de l'énergie.

Ainsi, au cours de sa réunion du 9 octobre 2017, la Commission a examiné et adopté le projet de décret modifiant diverses dispositions relatives au marché de l'électricité et du gaz ainsi qu'aux impétrants (Doc. 893 (2016-2017) - N°1).



Ce projet de décret procède à la transposition partielle de la Directive 2014/61/ UE du 15 mai 2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, encore appelée « Directive BBC ». Le vote de ce projet de décret en séance plénière est intervenu le 25 octobre 2017.

Au cours de ses réunions des 23 et 26 avril 2018 et du 7 mai 2018, la Commission a examiné et adopté le projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (Doc. 1066 (2017-2018) - N°1). Ce projet de décret vise à réformer la structure, le rôle ainsi que les missions des gestionnaires de réseaux de distribution wallons et à faire évoluer les règles de gouvernance. Le vote en séance plénière de ce projet de décret est intervenu le 9 mai 2018

La Commission s'est également penchée sur la problématique des compteurs communicants, non seulement, par le biais de la tenue d'auditions et la demande d'avis écrits, mais aussi, lors de l'examen du projet de décret modifiant les décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité en vue du déploiement des compteurs intelligents et de la flexibilité (Doc. 1129 (2017-2018) N° 1). Ce projet de décret a été adopté le 4 juillet 2018 en commission et le 18 juillet 2018 en séance plénière.

Enfin, la Commission a, en sa réunion du 2 juillet 2018, adopté le projet de décret modifiant les décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité en vue du déploiement des compteurs intelligents et de la flexibilité (Doc. 1129 (2017-2018) N° 1). Ce texte a été adopté le 18 juillet 2018 en séance plénière.

#### **d) Statistiques**

La Commission s'est réunie à 24 reprises pour une durée totale de 99 heures et 29 minutes. Elle a adopté 12 projets de décret et 2 propositions de résolution (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

8 interpellations et 230 questions orales ont été développées au cours de la session et 29 auditions sur 6 thématiques ont été organisées.

## 6. COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

### a) Compétences matérielles

La Commission de l'agriculture, du tourisme et du patrimoine traite notamment:

- des monuments et sites;
- de la rénovation rurale et de la conservation de la nature;
- de la politique agricole;
- de la représentation du Gouvernement au sein de la Grande Région;
- du tourisme.

### b) Composition

**Président** ..... M. Alain ONKELINX \*  
**Vice-Président** ..... M. François DESQUESNES \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Jacqueline GALANT \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Maurice MOTTARD	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. Josy ARENS
M. Alain ONKELINX	Mme Jacqueline GALANT	M. François DESQUESNES
M. Patrick PREVOT	M. Charles GARDIER	
Mme Graziana TROTTA	M. Jordan GODFRIAUX	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Maxime PREVOT
M. Anthony DUFRANE	M. Fabian CULOT	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Yves EVRARD	
Mme Christine POULIN	M. Gilles MOUYARD	

\* Désignation en date du 25 septembre 2017.

### c) Faits saillants

Suite aux interrogations sur les effets de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et des pesticides sur la qualité des produits agricoles et la santé des agriculteurs et des consommateurs, la Commission de l'agriculture, du tourisme et du patrimoine et la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics ont adopté le 25 octobre 2017 la proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie, déposée par Madame Morreale, Messieurs Courard, Mottard, Madame Kapompole et Monsieur Devillers (Doc. 256 (2014-2015) N° 1).

Il est demandé au Gouvernement wallon de prohiber l'utilisation en Wallonie des pesticides contenant des néonicotinoïdes et de défendre au niveau européen leur interdiction. Ce texte a été adoptée le 16 novembre 2017 en séance plénière.

La Commission de l'agriculture, du tourisme et du patrimoine a adopté, le 26 mars 2018, 2 projets de décret relatifs au patrimoine.

D'une part, le projet de décret relatif au Code wallon du Patrimoine (Doc. 1053 (2017-2018) N° 1 et 1bis) qui permet au patrimoine de bénéficier d'un corps de règles spécifiques, transpose des conventions et recommandations internationales et précise les différents outils du patrimoine.

D'autre part, le projet de décret modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'exempter de droits de partage, de donation et de succession des biens immobiliers classés comme monument (Doc. 1042 (2017-2018) N° 1).

Ces textes ont été adoptés en séance plénière le 25 avril 2018.

En matière de conservation de la nature, le 22 mai 2018, la commission a adopté le projet de décret portant assentiment de l'accord de coopération du 25 avril 2017 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création de la Fondation Forêt de Soignes (Doc. 1104 (2017-2018) N° 1). Ce projet a été adopté en séance plénière le 6 juin 2018.

La commission a en outre examiné les 7 et 22 mai 2018 une pétition concernant l'apiculture en Wallonie et a procédé le 16 juillet 2018 à des auditions sur ce thème.

Enfin, une délégation de la commission a procédé à une mission d'étude au Salon international de l'agriculture de Paris du 1<sup>er</sup> au 3 mars 2018. Cette mission a permis d'aborder la réforme de la Politique agricole commune et les aides européennes, la promotion des produits agricoles, l'accès au foncier agricole, la transition agro-écologique et l'agriculture biologique. L'objectif était de comprendre l'évolution du secteur en vue d'adapter la législation wallonne face aux défis de l'agriculture au 21<sup>e</sup> siècle.

#### **d) Statistiques**

La Commission s'est réunie à 21 reprises pour une durée totale de 78 heures et 54 minutes. Elle a adopté 3 projets de décret (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

5 interpellations et 380 questions orales ont été développées au cours de la session et 38 auditions sur 6 thématiques ont été organisées.



## 7. COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

### a) Compétences matérielles

La Commission des pouvoirs locaux, du logement et des infrastructures sportives traite notamment :

- des pouvoirs subordonnés;
- de la rénovation urbaine;
- du logement;
- de la tutelle administrative;
- de la tutelle sur les zones de police;
- de la législation relative aux CPAS et de la tutelle sur ceux-ci;
- des grandes villes;
- des infrastructures sportives et de vie en plein air.

### b) Composition

**Président** ..... M. Gilles MOUYARD \*

**Vice-Présidente** ..... Mme Christine POULIN \*

**Vice-Président** ..... M. Olivier MAROY \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Olivier DESTREBECQ	M. Pascal BAURAIN
M. Serdar KILIC	Mme Jacqueline GALANT	M. Dimitri FOURNY
M. Jean-Charles LUPERTO	M. Olivier MAROY	
Mme Christine POULIN	M. Gilles MOUYARD	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	M. Fabian CULOT	M. Josy ARENS
M. Paul FURLAN	M. Philippe KNAEPEN	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	M. Patrick LECERF	
M. Patrick PREVOT	Mme Lyseline LOUVIGNY	

\* Désignation en date du 26 septembre 2017.



### **c) Faits saillants**

La Commission des pouvoirs locaux, du logement et des infrastructures sportives a adopté, le 9 janvier 2018, la proposition de décret spécial modifiant le point B, visant l'élection du Parlement wallon, du tableau déterminant les circonscriptions électorales et leur composition, constituant l'annexe 1 du livre 1<sup>er</sup> des annexes à la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État (Doc. 894 (2017-2018) N° 1) déposée par Messieurs Dermagne, Fourny et Wahl et la proposition de décret modifiant l'article L1332-18 et L2212-6 ainsi que l'annexe 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par Messieurs Dermagne, Fourny et Wahl (Doc. 907 (2017-2018) N° 1) afin de réorganiser les circonscriptions électorales dans la perspective des futures élections régionales. Ces textes ont été adoptés en séance plénière le 24 janvier 2018.

La Commission a par ailleurs pris, le 23 mars 2018, de nombreuses mesures en matière de gouvernance en suite des conclusions de la Commission d'enquête Publifin lors de l'examen et de l'adoption du projet de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales (Doc. 1047 (2017-2018) N° 1) et du projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics (Doc. 1048 (2017-2018) N° 1). Ces textes ont été adoptés en séance plénière le 28 mars 2018.

Afin de favoriser les rapprochements entre commune et CPAS et en vue d'améliorer la gouvernance locale et la simplification administrative, la Commission a adopté, le 5 juillet 2018, les projets de décret intégrant le renforcement des synergies dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et intégrant le renforcement des synergies dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale (Doc. 1134 et 1135 (2017-2018) N° 1). Elle a également adopté le même jour le projet de décret intégrant le programme stratégique transversal dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et modifiant l'arrêté royal n°519 du 31 mars 1987 organisant la mobilité volontaire entre les membres du personnel statutaire des communes et des centres publics d'aide sociale qui ont un même ressort et le projet de décret intégrant le programme stratégique transversal dans la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale (Doc. 1136 et 1137 (2017-2018) N° 1). Ces textes ont été adoptés en séance plénière le 17 juillet 2018.

La Commission a adopté, le 24 avril 2018, la proposition de décret modifiant le décret du 7 septembre 2017 portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux et provinciaux de Wallonie, déposée par Monsieur Antoine (Doc. 918 (2017-2018) N° 1). Ce texte a été adopté en séance plénière le 9 mai 2018.

La Commission a également adopté, le 13 mars 2018, la proposition de décret accordant le titre de ville à la commune d'Aubange, déposée par Monsieur Arens, Madame Lecomte, Messieurs Courard, Hazée et Fourny (Doc. 909 (2017-2018) N°1). Ce texte a été adopté en séance plénière le 28 mars 2018. De même, elle a adopté, le 3 juillet 2018, la proposition de décret accordant le titre de ville à la commune de Spa, déposée par Messieurs Gardier, P. Prévot, et Madame Simonet (Doc. 1116 (2017-2018) N°1). Ce texte a été adopté en séance plénière le 18 juillet 2018.

Enfin, en matière de logement, elle a adopté, le 27 février 2018, le projet de décret relatif au bail d'habitation (Doc. 985 (2017-2018) N° 1) qui crée des dispositions particulières au bail d'étudiant et tient compte de l'évolution des nouveaux modes d'habitation. La commission avait au préalable auditionné différents acteurs du secteur. Ce texte a été adopté en séance plénière le 14 mars 2018.

### **d) Statistiques**

La Commission s'est réunie à 25 reprises pour une durée totale de 117 heures et 34 minutes. Elle a adopté 11 projets de décret et 14 propositions de décret (la liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés est publiée en annexe 1).

8 interpellations et 248 questions orales ont été développées au cours de la session et 11 auditions sur 6 thématiques ont été organisées.

---

## SAVIEZ-VOUS QUE ?

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement de Wallonie est publiée chaque année avant le 31 octobre sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2017-2018, cette liste a été publiée le 23 octobre 2017 (Doc. 917 (2017-2018) N° 1).



# AUTRES COMMISSIONS, COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

## 1. COMMISSION DE COOPÉRATION

**Président** ..... M. André ANTOINE \*

MEMBRES EFFECTIFS		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Christophe COLLIGNON	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. André ANTOINE
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Carine LECOMTE	M. Benoît DREZE
Mme Christine POULIN	Mme Lyseline LOUVIGNY	
M. Edmund STOFFELS	M. Nicolas TZANETATOS	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Mme Véronique BONNI	M. Jordan GODFRIAUX	M. François DESQUESNES
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Olivier MAROY	Mme Véronique WAROUX
Mme Anne LAMBELIN	M. Gilles MOUYARD	
M. Patrick PREVOT	Mme Marie-Françoise NICAISE	

\* Le Président du Parlement préside la Commission de coopération (art. 51 du Règlement).

La commission s'est réunie 8 fois pour une durée totale de 15 heures et 11 minutes et a organisé une audition.

Au cours de la session 2017-2018, les membres de la Commission de coopération se sont réunis en vue d'élaborer une déclaration commune sur la politique climatique de la Belgique, dans la perspective de la COP 24 qui doit se dérouler du 3 au 14 décembre 2018 à Katowice (Pologne).





## 2. COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

Cette commission de sept membres tirés au sort est chargée de la vérification des pouvoirs en cas d'élection partielle ou d'admission d'un membre suppléant.

**Président** ..... M. Jean-Paul WAHL \*

MEMBRES
M. Olivier DESTREBECQ
Mme Véronique DURENNE
Mme Latifa GAHOUCI
M. André-Pierre PUGET
Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Edmund STOFFELS
M. Jean-Paul WAHL

\* Désignation en date du 24 mai 2016.

La commission ne s'est pas réunie lors de la session 2017-2018.

## 3. COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

**Président** ..... M. André ANTOINE \*

**Vice-Président** ..... M. Serdar KILIC \*\*

**Vice-Président** ..... M. \*\*\*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Serdar KILIC	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. André ANTOINE
Mme Anne LAMBELIN	M. Fabian CULOT	Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Alain ONKELINX	Mme Magali DOCK	
Mme Olga ZRIHEN	Mme Marie-Françoise NICAISE	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Christine DEFRAIGNE	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	M. Yves EVRARD	Mme Isabelle MOINET
M. Jean-Charles LUPERTO	M. Patrick LECERF	
Mme Christie MORREALE	Mme Patricia POTIGNY	

\* Le Président du Parlement préside la Commission chargée de questions européennes (art. 52 du Règlement).

\*\* Désignation en date du 28 septembre 2017.

\*\*\* Vice-présidence réservée à un député du Parlement européen (art. 52 du Règlement).

La commission s'est réunie à 14 reprises pour une durée totale de 29 heures et 2 minutes et a organisé 22 auditions sur 5 thématiques.

Durant la session 2017-2018, la Commission chargée de questions européennes a focalisé son attention sur 2 priorités à savoir :

- contribuer à la réflexion sur l'avenir de l'Europe ;
- poursuivre l'examen approfondi de la politique commerciale européenne dans le prolongement des balises définies dans le cadre de l'examen du CETA.

### *1. Contribution à la réflexion sur l'avenir de l'Europe*

Le 1<sup>er</sup> mars 2017, Monsieur Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a présenté un Livre blanc sur l'avenir de l'Europe comprenant différents scénarios. Dans le cadre de la réflexion sur l'avenir de l'Europe, la Commission chargée de questions européennes a organisé, entre septembre 2017 et février 2018, un cycle de neuf auditions sur ce thème en concentrant ses travaux sur l'investissement public comme outil de relance de l'économie européenne. Les règles budgétaires et comptables européennes ont fait l'objet d'un examen approfondi. (DOC n°1020 (2017-2018) - N°1).

### *2. Examen approfondi de la politique commerciale européenne dans le prolongement des balises définies dans le cadre de l'examen du CETA*

Ainsi qu'il s'y était engagé après l'examen approfondi du CETA ayant résulté en l'adoption d'une résolution en avril 2016 et d'une motion en octobre 2016 reprenant des balises conditionnant sa signature de l'accord, le Parlement de Wallonie a poursuivi durant la session 2017-2018 son examen attentif de la politique commerciale européenne.

Au vu du nombre important d'accords commerciaux en cours de négociation par l'Union européenne avec des pays tiers, le Parlement de Wallonie a focalisé son attention sur certains accords.

Il a examiné l'accord de libre-échange UE-Colombie/Pérou/Equateur à travers l'auditions de 23 personnes. Ces auditions ont été conclues par la ratification de l'accord en séance plénière du 4 juillet 2018.

Dans le cadre de cet examen, le Parlement de Wallonie a également rencontré de hautes personnalités colombiennes dont l'ancien Président de la République, Monsieur Juan Manuel Santos, et Madame María Ángela Holguín Cuéllar, ancienne Ministre des Affaires étrangères de Colombie.

Concernant le suivi du CETA, le 6 septembre 2017, le Gouvernement fédéral a formellement introduit auprès de la Cour de justice de l'Union européenne la demande d'avis de la Belgique sur la compatibilité du système juridictionnel des investissements («ICS») avec les traités européens ce qui constituait une des conditions exigées par le Parlement de Wallonie à la signature du CETA en octobre 2016. La réponse de la Cour est attendue.

À cet égard, la Commission chargée de questions européennes a tenu des auditions au sujet de l'évolution des négociations européennes et internationales en cours dans le cadre la création d'un tribunal multilatéral d'investissement.



## 4. COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

**Présidente** ..... Mme Anne LAMBELIN \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Mathilde VANDORPE \*  
**Vice-Présidente** ..... Mme Véronique BONNI \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Anne LAMBELIN	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Sophie PECRIAUX	M. Fabian CULOT	
M. Patrick PREVOT	Mme Patricia POTIGNY	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Véronique DURENNE	M. Pascal BAURAIN
M. Serdar KILIC	M. Laurent HENQUET	Mme Véronique WAROUX
M. Alain ONKELINX	Mme Lyseline LOUVIGNY	
Mme Eliane TILLIEUX	M. Nicolas TZANETATOS	

\* Désignation en date du 24 janvier 2018.

La commission a poursuivi ses travaux sur l'entrepreneuriat féminin et s'est réunie à 2 reprises pour une durée totale de 1 heure et 18 minutes. Elle a organisé 1 audition.

## 5. COMMISSION DES POURSUITES

Cette commission se réunit à huis clos et est chargée d'examiner les demandes de suspension de détention d'un député, les demandes d'autorisation des poursuites introduites à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon, les demandes de suspension des poursuites qui sont déjà engagées ou les demandes de règlement de la procédure à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon dont est saisie l'assemblée par les autorités judiciaires.

**Président** ..... M. François DESQUESNES \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Fabian CULOT	M. François DESQUESNES
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Gilles MOUYARD	M. Dimitri FOURNY
M. Dimitri LEGASSE	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christiane VIENNE		

\* Désignation en date du 10 janvier 2018.

La commission s'est réunie 1 fois à huis clos pour une durée totale de 25 minutes.



## 6. COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DES COMMUNICATIONS

Cette commission est chargée du contrôle des dépenses électorales engagées par les candidats, les listes et les partis pour les élections communales et provinciales d'une part et pour les élections régionales d'autre part. Elle examine par ailleurs les réclamations déposées à l'encontre de candidats lors des élections locales.

La commission a également pour mission de contrôler les communications et campagnes d'information du président du Parlement de Wallonie, du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

**Président** ..... M. André ANTOINE \*

**Vice-Président** ..... M. Philippe KNAEPEN \*\*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Pierre-Yves DERMAGNE	Mme Magali DOCK	M. André ANTOINE
M. Serdar KILIC	M. Philippe KNAEPEN	M. Dimitri FOURNY
M. Bruno LEFEBVRE	M. Olivier MAROY	
Mme Olga ZRIHEN	M. Jean-Paul WAHL	

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	M. Philippe BRACAVAL	M. Josy ARENS
M. Christophe COLLIGNON	Mme Lyseline LOUVIGNY	M. François DESQUESNES
M. Philippe COURARD	Mme Marie-Françoise NICAISE	
Mme Anne LAMBELIN	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	

\* Désignation en date du 20 septembre 2017.

\*\* Désignation en date du 24 janvier 2018.

La commission s'est réunie à huis clos à 21 reprises pour une durée totale de 4 heures et 41 minutes.



## 7. COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

**Président** ..... M. André ANTOINE \*

**Vice-Président** ..... M. Gilles MOUYARD \*

**Vice-Président** ..... M. Dimitri LEGASSE \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Fabian CULOT	M. Dimitri FOURNY
M. Jean-Marc DUPONT	M. Philippe KNAEPEN	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Latifa GAHOUCI	M. Gilles MOUYARD	
Mme Déborah GERADON	M. Jean-Paul WAHL	
M. Dimitri LEGASSE		
Mme Christie MORREALE		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Véronique DURENNE	M. Josy ARENS
Mme Anne LAMBELIN	Mme Jacqueline GALANT	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Carine LECOMTE	
Mme Sophie PECRIAUX	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Patrick PREVOT		
M. Edmund STOFFELS		

\* Désignation en date du 28 mai 2015.

Lors de la session 2017-2018, la Commission spéciale s'est réunie le 28 juin 2018 durant 2 heures et 25 minutes.

La commission a examiné à cette occasion plusieurs textes portant sur la consultation populaire, parmi lesquelles la proposition de décret spécial instituant la consultation populaire, déposée par Messieurs Collignon, Fourny, Mouyard et Puget (Doc. 559 (2015-2016) N°1).

La proposition de décret spécial qui vise à mettre en œuvre une des compétences attribuées à la Wallonie suite à la sixième réforme de l'État, à savoir la faculté de consulter ses habitants sur un objet relevant de son champ de compétence régionale, a été adoptée à l'unanimité des membres de la Commission et votée en séance plénière du 18 juillet 2018.

La Wallonie est la première entité fédérée à disposer de cet outil de démocratie participative.

# COMITÉS

## 1. COMITÉ MÉMOIRE ET DÉMOCRATIE

**Présidente** ..... Mme Déborah GERADON \*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Patricia POTIGNY	Mme Véronique SALVI
M. Alain ONKELINX	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE	Mme Mathilde VANDORPE

\* Désignation en date du 14 novembre 2017 en remplacement de Mme Vandorpe, avec reconduction en date du 27 mars 2018.

Le comité s'est réuni à 5 reprises pour une durée totale de 1 heure et 37 minutes.

## 2. COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC-PARLEMENT DE WALLONIE

**Président** ..... M. André ANTOINE

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Olivier DESTREBECQ	M. André ANTOINE
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Yves EVRARD	M. Dimitri FOURNY
Mme Sophie PECRIAUX	M. Olivier MAROY	

Le comité s'est réuni à 2 reprises, à Namur et à Québec, lors de la session 2017-2018.

Les membres du Comité mixte, réuni à Namur et au Québec respectivement pour les X<sup>ème</sup> et XI<sup>ème</sup> session du comité, ont, lors de ces 2 réunions, adopté 5 résolutions portant sur les sujets suivants: l'intelligence artificielle, la bonne gouvernance, l'Accord de Paris sur le climat, l'insertion socioprofessionnelle et le CETA.





## GROUPES DE TRAVAIL

### 1. GROUPE DE TRAVAIL SUR LE THÈME DE LA CONSULTATION POPULAIRE

**Président** ..... M. André ANTOINE

MEMBRES EFFECTIFS		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Christophe COLLIGNON	M. Gilles MOUYARD	M. André ANTOINE
		M. Dimitri FOURNY
<b>ECOLO</b>	<b>Indépendant</b>	
M. Stéphane HAZEE	M. André-Pierre PUGET	

Le groupe de travail s'est réuni à 3 reprises lors de la session 2017-2018.

### 2. GROUPE DE TRAVAIL SUR LA TUTELLE ET LE FINANCEMENT PUBLIC DES CULTES PAR LES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES WALLONNES

**Président** ..... M. Gilles MOUYARD \*

MEMBRES EFFECTIFS		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Jean-Marc DUPONT	M. Gilles MOUYARD <sup>1</sup>	M. Josy ARENS
<b>ECOLO</b>		
M. Stéphane HAZEE		

\* Désignation en date du 20 décembre 2016.

<sup>1</sup> En remplacement de M. Pierre-Yves JEHOLET, le 10 octobre 2017.

Le groupe de travail s'est réuni à 2 reprises lors de la session 2017-2018.



## RÉUNIONS CONJOINTES

### **1. RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION ET DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE**

Ces commissions se sont réunies conjointement à 2 reprises lors de la session 2017-2018, pour une durée totale de 7 heures et 14 minutes.

Le 13 mars 2018, un débat s'est tenu sur les conséquences du retrait d'agrément de la société Veviba (CRIC 108 (2017-2018)), avec auditions de Messieurs Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région, et Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation.

Le 4 juin 2018, des auditions complémentaires ont été organisées sur l'affaire Veviba (CRIC 155 (2017-2018)).

### **2. RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE**

Ces commissions se sont réunies conjointement à 2 reprises lors de la session 2017-2018, pour une durée totale de 3 heures et 31 minutes, sur la proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie, déposée par Madame Morreale, Messieurs Courard, Mottard, Madame Kapompole et Monsieur Devillers (Doc. 256 (2014-2015) N° 1 à 3): le 9 octobre 2017 (CRIC 10 (2017-2018)) et le 25 octobre 2017 (CRIC 25 (2017-2018)).

### **3. RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DU BUDGET, DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT ET DE LA COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES**

Ces commissions se sont réunies conjointement à 1 reprise lors de la session 2017-2018, pour une durée totale de 1 heure et 28 minutes. Le 25 janvier 2018, elles ont procédé à des auditions ayant pour thème les résultats de l'étude objectivant le rachat des parts d'ORES détenues par Électrabel (CRIC 78 (2017-2018)).





## C. RAPPORTS D'ACTIVITÉS POLITIQUES

À la clôture de la session, chaque député peut déposer un rapport reprenant l'ensemble de ses activités parlementaires. Il s'agit notamment des propositions de décret, de résolution ou de motion dont le député est signataire mais également des missions et visites auxquelles il a participé. Outre un relevé des questions recevables adressées au Gouvernement et celui des déclarations d'intérêt régional développées, le rapport peut également présenter d'autres activités menées par le mandataire.

Pour la session 2016-2017, 46 parlementaires ont déposé un rapport d'activités politiques.

---

### SAVIEZ-VOUS QUE ?

Le compte rendu reprend fidèlement les interventions des députés, des membres du Gouvernement et des autres orateurs en commission ou en séance plénière. Un compte rendu avancé est publié sur le site web du Parlement le jour de la tenue des travaux qu'ils transcrivent. Un compte rendu intégral est disponible quelques jours après la tenue de la séance ou de la réunion. Il est préalablement soumis pour relecture aux intervenants sans qu'ils puissent apporter des modifications quant au fond des propos tenus. Il est le seul à faire foi.



# LES RELATIONS INTERNATIONALES

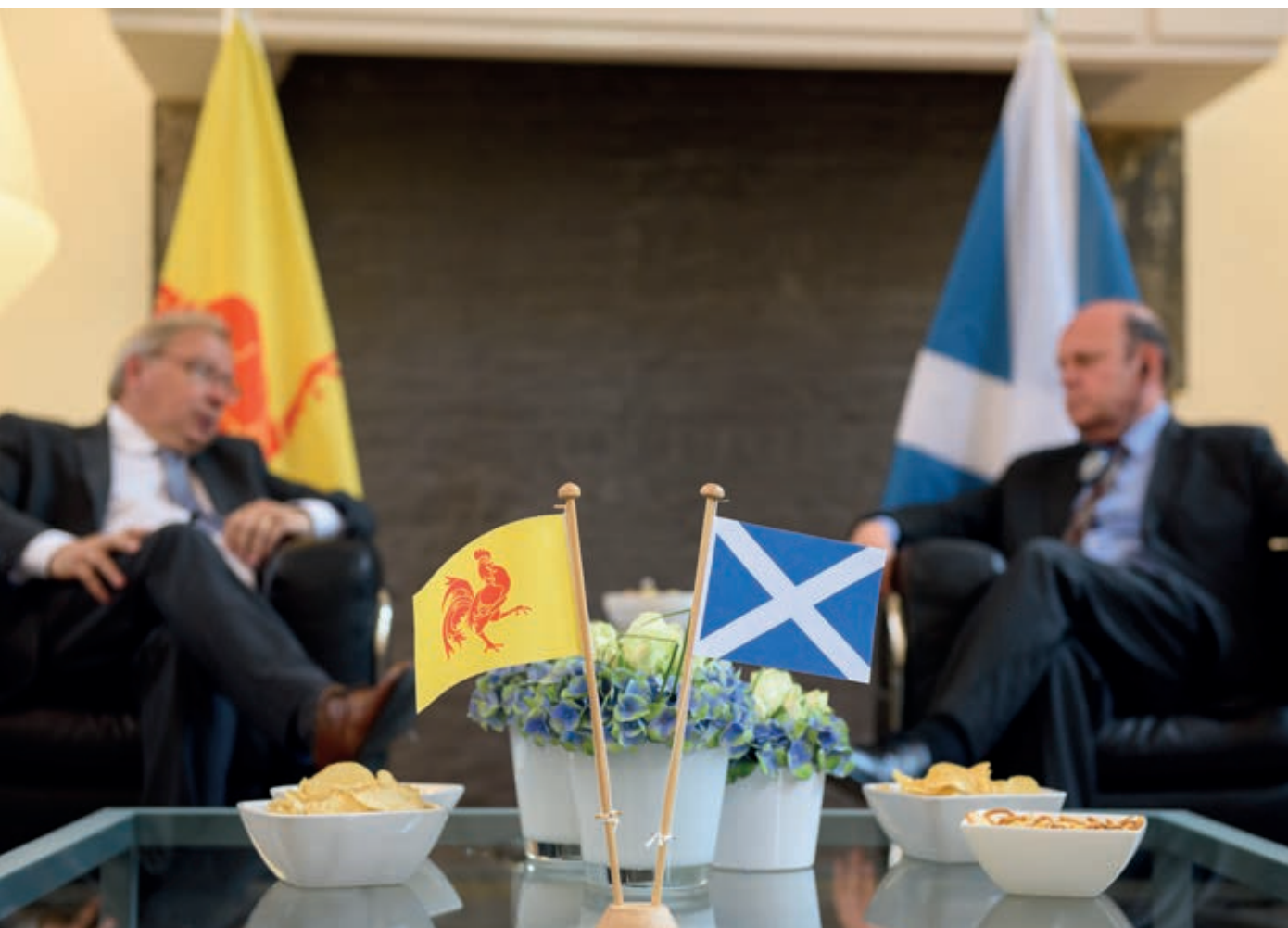
## RÔLE INTERNATIONAL DU PARLEMENT

De longue date, les parlements jouent un rôle sur le plan diplomatique en entretenant des relations bilatérales ou multilatérales, en complément aux traditionnelles relations diplomatiques conduites par les gouvernements. Le Parlement de Wallonie organise des missions à l'étranger et accueille des délégations étrangères. Il est également membre de différentes organisations.

Sur le plan européen, en application de la Déclaration n° 51 du Royaume de Belgique annexée au Traité de Lisbonne, le Parlement de Wallonie est considéré comme un parlement national et, à ce titre, participe pleinement au contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité qui fondent le fonctionnement de l'Union européenne. Plus largement, au travers des travaux de la Commission chargée de questions européennes, il contribue au bon fonctionnement de l'Union européenne (voir p. 39).

## A. RELATIONS BILATÉRALES

Au cours de la session 2017-2018, le Parlement a cherché à renforcer ses liens avec les Parlements du Maroc et de l'Ecosse, s'est intéressé à la situation en Colombie et a accueilli de nombreuses personnalités et délégations étrangères.



## 1. RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LE MAROC ET L'ECOSSE

### Maroc

Le 11 juillet 2017, Monsieur André Antoine, Président du Parlement de Wallonie, a reçu la visite de Monsieur Habib El Malki, Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc. Suite à cet entretien, le Bureau élargi du Parlement de Wallonie s'est rendu en décembre 2017 en mission au Royaume du Maroc afin de concrétiser les liens d'amitié entre les deux entités et d'effectuer des visites à caractère économique.

Au terme de la mission, un mémorandum d'entente a été signé entre la Chambre des Représentants et le Parlement de Wallonie.

Par ailleurs, le Parlement de Wallonie a reçu, le 9 février 2018, la visite de Monsieur Mustapha Bakkoury, Président du Conseil régional Casablanca-Settat, accompagné d'hommes d'affaires marocains.

Dans ce cadre, le Président Bakkoury a manifesté un intérêt pour un échange d'expériences dans le cadre de la mise en place récente des institutions de la Région de Casablanca-Settat.

Plus largement, Monsieur Bakkoury a fait part de son intention de renforcer la coopération avec la Région wallonne dans de nombreux secteurs, notamment via la signature d'un accord de coopération.

### Ecosse

Le Bureau du Parlement s'est rendu en mission du 19 au 22 février 2018 à Edimbourg afin d'établir des relations pérennes avec le Parlement écossais. La délégation a notamment rencontré Monsieur Ken Macintosh, Président du Parlement écossais, qui s'est montré intéressé par la volonté du Parlement de Wallonie de coopérer dans des domaines d'intérêt commun. La délégation a également eu l'opportunité de rencontrer le Lord Provost (Maire) d'Edimbourg, Monsieur Frank Ross.

Monsieur Frank Ross a par ailleurs pu à nouveau s'entretenir avec les membres du Bureau élargi lors d'une visite à Namur le 23 mai 2018. À cette occasion, il a notamment fait part des perspectives éventuelles d'indépendance de l'Ecosse et de la perception des Écossais du projet européen et du Brexit.

## 2. ÉCHANGES AVEC LES AUTORITÉS COLOMBIENNES

Dans le cadre de l'examen, en vue de sa ratification, de l'Accord entre, d'une part, la Colombie, le Pérou, l'Equateur et, d'autre part, l'Union européenne, des membres du Parlement de Wallonie ont rencontré des représentants issus de la Colombie tels que Monsieur José Manuel Santos, Président de la République de Colombie, Madame Maria Angela Holguin Cuellar, Ministre des Affaires étrangères de Colombie, et S.E. Monsieur Jaramillo Caro, Ambassadeur de Colombie près le Royaume de Belgique.

Ces rencontres ont notamment mis en lumière le rôle que pourrait jouer l'accord de libre-échange dans la pacification des zones instables en Colombie suite au retrait des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

La ratification de l'accord par le Parlement de Wallonie est intervenue le 4 juillet 2018.





### 3. AUDITION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le 8 mai 2018, veille de la journée de l'Europe, Monsieur Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, s'est exprimé devant le Parlement de Wallonie.

Lors de son intervention, il est notamment revenu sur le plan d'investissement proposé par la Commission européenne ainsi que sur l'ambition de créer une Union numérique, une Union de l'énergie et une Union des marchés de capitaux.

Monsieur Juncker a tenu à rappeler l'importance des accords de libre-échange puisqu'un emploi européen sur sept en dépendrait.

Pour clôturer son intervention, Monsieur Juncker a présenté le budget pluriannuel de la Commission européenne pour la période post-2020.

### 4. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

#### Suède

Le 26 septembre 2017, le Parlement de Wallonie a reçu la visite de S.E. Madame Annika Hahn-Englund, Ambassadeur du Royaume de Suède près le Royaume de Belgique.

Au cours de leur entretien, le Président Antoine et l'Ambassadeur ont évoqué la problématique des travailleurs détachés, la position de la Suède au sujet du Brexit ainsi que la perception des Wallons à l'égard du projet européen.

Par ailleurs, le cœur de la discussion a été un possible rapprochement entre le Parlement de Wallonie et le Parlement suédois.

## **Ukraine**

Le Parlement de Wallonie a reçu la visite d'une délégation parlementaire ukrainienne conduite par Madame la Députée Olena Sotnyk le 29 novembre 2017.

Après avoir assisté aux travaux de la séance plénière, la délégation s'est entretenue avec le Président Antoine sur le conflit qui oppose l'Ukraine à la Russie, l'intégration européenne et l'harmonisation de la législation avec les standards européens, notamment pour ce qui concerne la libéralisation du marché du gaz et de l'électricité.

## **Thaïlande**

Le 19 mars 2018, en l'année du 150<sup>e</sup> anniversaire du Traité d'amitié entre la Thaïlande et la Belgique, le Parlement a reçu la visite d'une délégation thaïlandaise conduite par Madame Bilaibhan Sampatisiri, Présidente du Groupe d'amitié Belgique-Thaïlande de l'Union interparlementaire.

Les discussions ont notamment porté sur les défis suscités en Thaïlande par le développement rapide des technologies de l'information et de la communication, sur la place de l'agriculture dans l'économie thaïlandaise et sur les enjeux liés à la tenue d'élections en Thaïlande.

## **Turquie**

Le 15 mai 2018, le Parlement a reçu la visite de S.E. Monsieur Levent Gümrükçü, Ambassadeur de Turquie près le Royaume de Belgique.

Le Président Antoine s'est inquiété de certaines réformes suite au coup d'État militaire de 2016. Il a notamment pointé le manque d'indépendance de la presse et de la justice, les licenciements à grande échelle dans l'appareil public et les décrets d'urgence.

Monsieur Gümrükçü a reconnu que son pays traversait une période de crise notamment marquée par un important flux migratoire issu de Syrie, ce qui exerce une pression sur les institutions locales. Il a insisté sur le traumatisme qu'a représenté le coup d'État et a indiqué que la Turquie ne devait pas de l'État de droit et que l'instauration d'un régime présidentiel était de nature à consolider la démocratie turque en favorisant le dialogue et la communication avec la population.

## **Palestine**

Le 16 mai 2018, des membres du Bureau élargi ont rencontré une délégation du Conseil législatif palestinien présidée par Monsieur Azzam Alahmad, Chef du groupe Fatah, en visite en Belgique dans le cadre de l'Union interparlementaire.

Monsieur Alahmad a demandé au Parlement de Wallonie d'œuvrer pour la reconnaissance de l'État palestinien par la Belgique. Il est d'avis que cette reconnaissance constitue une clé pour aboutir à un accord de paix avec Israël et qu'un certain nombre d'autres États européens observent le positionnement de la Belgique et de la France quant à la reconnaissance de l'État palestinien avant d'agir.

Le Président Antoine et Monsieur Alahmad ont convenu de renforcer le dialogue entre les deux assemblées.

## **France**

Le 25 mai 2018, Monsieur Olivier Dussopt, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics de la République française, accompagné de deux membres de l'Assemblée nationale, a rendu visite au Parlement de Wallonie dans le cadre d'une visite officielle de deux jours en Belgique visant à un échange de bonnes pratiques sur la fonction publique.



## B. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

### 1. ASSEMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE BENELUX (PARLEMENT BENELUX)

L'Assemblée interparlementaire Benelux est le Parlement de l'Union Benelux. Il est chargé de rendre des avis aux gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois dans le domaine économique ou dans toute autre matière.

Durant la session 2017-2018, marquée par le 60<sup>ème</sup> anniversaire du Benelux, l'Assemblée interparlementaire Benelux a tenu 41 réunions de commission et 4 séances plénières.

Le Parlement de Wallonie y est représenté par Monsieur Patrick Prévot et Madame Isabelle Moinnet en tant que membres effectifs et par Madame Véronique Bonni et Monsieur François Desquesnes en qualité de membres suppléants.

### 2. CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERRÉGIONAL (CPI)

Le Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) est l'assemblée parlementaire de la Grande Région formée par les régions allemandes de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, la région française Grand Est, le Grand-Duché de Luxembourg, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique.

Créé en 1986, le CPI vise à promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région, ainsi qu'à favoriser la coopération transfrontalière. Le travail est réparti au sein de six commissions spécialisées.

Au sein de cette institution, le Parlement de Wallonie est représenté par cinq membres effectifs (Monsieur André Antoine, Mesdames Joëlle Kapompole, Eliane Tillieux, Jenny Baltus-Möres et Monsieur Yves Evrard) et cinq membres suppléants (Mesdames Morreale, Defraigne, Lecomte, et Messieurs P. Prévot, Arens).



Le 1<sup>er</sup> décembre 2017, la 59<sup>e</sup> séance plénière du CPI a pris place à la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. Les recommandations adoptées lors de cette séance plénière concernent la coopération transfrontalière dans le domaine de la santé, l'enseignement de la langue du voisin, la crise du lait et le nationalisme économique.

Madame Eliane Tillieux, Présidente de la Commission dédiée aux Affaires économiques, a organisé une réunion conjointe avec la Commission « Affaires sociales » et la Commission « Enseignement, Formation, Recherche et Culture » du CPI le 20 avril 2018 au Centre de compétence « Technobel » à Ciney sur le thème de l'impact de la révolution numérique sur l'emploi et la formation. Au terme de cette réunion, un projet de recommandation a été adopté. Il a ensuite été approuvé par les membres du CPI lors de la 60<sup>ème</sup> séance plénière du CPI qui s'est tenue le 1<sup>er</sup> juin 2018 au Luxembourg.

Les recommandations adoptées lors de la séance plénière du 1<sup>er</sup> juin 2018 couvrent aussi la problématique du logement, les espèces animales invasives et le largage de carburant.

 Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.cpi-ipr.com/](http://www.cpi-ipr.com/)

### **3. CONFÉRENCE DES ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES DES RÉGIONS D'EUROPE (CALRE)**

La CALRE est l'assemblée réunissant les présidents des parlements régionaux de l'Union européenne qui possèdent un pouvoir législatif, soit 74 régions réparties au sein de 8 pays.

Ses missions consistent à promouvoir la participation des parlements régionaux dans le fonctionnement de l'Union européenne, à défendre les valeurs et les principes de la démocratie régionale, à renforcer les liens entre les assemblées législatives régionales et à soutenir leurs activités de coopération transfrontalière.

Au cours de la session 2017-2018, l'Assemblée plénière de la CALRE s'est tenue au Parlement d'Andalousie. Le Président Antoine y a notamment présenté le rapport du Groupe de travail dédié à la démocratie interactive qu'il préside depuis près de 3 ans.

Monsieur Antoine reconduit dans cette fonction, le Groupe de travail s'est réuni pour la troisième fois au Parlement de Wallonie le 27 juin 2018. Cette réunion a traité de l'implication directe des citoyens dans la vie politique via la consultation au niveau local.

Par ailleurs, le 24 avril 2018, le Président Antoine a représenté la CALRE à l'occasion d'un dialogue entre la Commission en charge de la politique économique du Comité européen des régions et Madame Malmström, Commissaire européen au Commerce, sur le renforcement de la dimension démocratique de la politique commerciale européenne. Monsieur Antoine a notamment plaidé pour que les Parlements régionaux à pouvoirs législatifs soient davantage impliqués dans la définition des mandats de négociation des accords commerciaux.

 Pour en savoir plus, rendez-vous sur [/www.calrenet.eu/](http://www.calrenet.eu/)

---

## **SAVIEZ-VOUS QUE ?**

Couvrant pas moins de cinq régions et quatre pays, la Grande Région produit 2,4% du PIB de l'Union européenne et compte une population de 11,5 millions d'habitants, soit 2,3% de la population européenne. Située au cœur de la Grande Région, la Région wallonne est sa seconde composante la plus peuplée, avec 3,6 millions d'habitants.





# LE PARLEMENT ET LES CITOYENS

## A. FAIRE ENTENDRE SA VOIX

En élisant tous les cinq ans les députés wallons, les citoyens leur donnent le mandat de les représenter au Parlement. Le mécanisme de la démocratie représentative n'exclut cependant pas que la population puisse participer à l'élaboration des décisions en étant consultée, en débattant ou en proposant. Le dernier mot revient toutefois aux représentants élus. Plusieurs manières de faire entendre sa voix existent.

### 1. LES ADRESSES

Une adresse est une déclaration écrite par laquelle des particuliers communiquent au Parlement leur opinion ou leurs vœux concernant une affaire importante.

Les adresses au Parlement doivent être envoyées au Président du Parlement. Seules sont prises en considération les adresses se rapportant à une matière entrant dans les compétences du Parlement.

Une commission saisie d'une adresse peut décider d'en auditionner les auteurs et de demander un rapport au Gouvernement.

### 2. LES AVIS

Le Parlement de Wallonie est le seul parlement belge qui permet aux citoyens d'introduire un avis sur une proposition ou un projet de décret ou sur une proposition de résolution.

Dès qu'une proposition est prise en considération ou qu'un projet est déposé, ce document est mis en ligne sur le site web du Parlement. Il est alors possible d'introduire un avis qui est communiqué à la commission et au membre du Gouvernement concernés ainsi que, le cas échéant, aux auteurs de la proposition. Les avis peuvent être déposés jusqu'au moment où la discussion générale de la proposition ou du projet est ouverte. Concrètement, il s'agit du jour où le texte est mis à l'ordre du jour de la commission compétente.

Durant la session 2017-2018, 16 avis ont été reçus et envoyés en commission.







### 3. LES PÉTITIONS

Des pétitions peuvent être adressées par écrit ou via le site web du Parlement au Président du Parlement. Elles doivent mentionner le nom et le domicile de chacun des pétitionnaires. Seules sont prises en considération les pétitions se rapportant à une matière entrant dans les compétences du Parlement. À la différence d'un avis, il n'est pas nécessaire qu'une proposition ou un projet ait été déposé.

Durant la session 2017-2018, deux pétitions ont été jugées recevables et examinées en commission :

- la pétition concernant « l'apiculture en Wallonie », examinée en Commission de l'agriculture, du tourisme et du patrimoine le 7 mai 2018. La Commission a adopté son rapport et ses conclusions à l'unanimité le 22 mai 2017 (Doc. 1089 (2017-2018) N° 1);
- une pétition sur la sauvegarde du métier des aides familiales, envoyée en Commission de l'action sociale, de la santé et de la fonction publique.

### 4. « UN DÉCRET PAR TOUS, UN DÉCRET POUR TOUS »

Depuis le 16 mai 2018, le Parlement permet aux citoyens de participer directement et en toute transparence, avec des députés, à la rédaction d'une proposition de décret par le biais de la plateforme « Un décret par tous, un décret pour tous ». Cette initiative est une première en Belgique.

Durant la session 2017-2018, deux thématiques ont été ouvertes à la participation des citoyens : « Renforcer le commerce de proximité » et « Créer des territoires « zéro chômeur de longue durée » », dans le but d'en faire des propositions de décret.

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://decret-tous.parlement-wallonie.be>

### 5. LE PARLEMENT ACCUEILLE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Régulièrement, des institutions ou des associations peuvent venir présenter leur action dans la Galerie de verre du Parlement. C'est l'occasion d'un contact direct avec les parlementaires et les ministres. Chaque demande est examinée par le Bureau du Parlement.

## B. PANELS CITOYENS

### 1. CRÉER UN VÉRITABLE DIALOGUE AVEC LES ÉLUS

Depuis 2016, le Parlement de Wallonie a décidé d'impliquer les citoyens dans un processus de délibération politique par la mise en place de panels citoyens. Il s'est associé pour ce faire à l'Institut Destrée et un comité scientifique inter-universitaire a notamment été mis sur pied.

Trente citoyens, identifiés dans le respect des équilibres de genre, d'âge, de profession, de milieu social et d'origine territoriale, ont été sélectionnés.

Ces panels ont été invités à échanger, sur base des enjeux et des controverses, avec l'ambition de créer un véritable dialogue avec les élus et de resserrer les liens entre citoyens et élus. Le travail a consisté à élaborer un message sous la forme d'une déclaration consensus afin qu'il soit pertinent et le plus consensuel et convergent entre les membres.

Les groupes parlementaires et le Gouvernement wallon se sont engagés à écouter, à dialoguer et à répondre au message ainsi qu'aux idées principales du panel. Ils conservent leur liberté de donner suite ou non à la déclaration consensus.

### 2. PANEL CITOYEN SUR LES ENJEUX DU VIEILLISSEMENT

Le 26 janvier 2018, le Parlement a convié les citoyens ayant pris part aux travaux du Panel consacré, lors de la session 2016-2017, aux enjeux du vieillissement à participer à une réunion de suivi intermédiaire. L'objectif principal de cette réunion, qui a rassemblé 19 panélistes sur les 29 ayant participé aux travaux, était de savoir si l'initiative avait favorisé la participation des citoyens au débat public dans un souci de démocratie continuée.

### 3. PANEL CITOYEN SUR LES JEUNES EN WALLONIE

En préparation à ce panel citoyen, le Parlement a fait réaliser un sondage auprès de 1000 Wallons sur la thématique des enjeux de la jeunesse (18-30 ans) en Wallonie aux horizons 2025-2045.

Quatre réunions se sont tenues du 3 au 24 mars 2018 et ont à nouveau rassemblé une trentaine de panélistes, la moitié du panel étant constituée de jeunes de 18 à 30 ans.

Lors de la journée de conclusion du 21 avril 2018, retransmise en direct sur le site web du Parlement, les membres du panel ont pu présenter aux députés et au Gouvernement les conclusions qu'ils ont adressées au Parlement par le biais d'une déclaration consensus.

Cette déclaration ainsi que le compte rendu des travaux ont été publiés par le Parlement.

## C. MÉDIATEUR COMMUN À LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET À LA RÉGION WALLONNE

Un accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne a créé un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne. Le Médiateur est à l'écoute des citoyens et de leurs préoccupations à l'égard des administrations wallonnes notamment. Des réclamations peuvent être introduites auprès de son service.

Le 22 novembre 2017, Monsieur Marc Bertrand, Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a présenté son cinquième rapport annuel (Doc. 816 (2016-2017) N° 1).

Ce rapport a été examiné par les différentes commissions permanentes du Parlement (voir <https://bit.ly/2y5eS8h>).

Le 6 juin 2018, le Parlement a marqué son accord sur la délibération de l'Organe commun du Service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne du 2 mai 2018 proposant la reconduction de Monsieur Marc Bertrand dans sa fonction de Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne pour un second mandat de six ans.

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://www.le-mediateur.be>

## D. MISSION PÉDAGOGIQUE

Le Parlement de Wallonie tient à sensibiliser les jeunes à l'importance de participer activement au processus démocratique et à mieux faire connaître son fonctionnement. Dans ce cadre, il offre aux classes et enseignants qui visitent le Parlement wallon un cadre et des outils pédagogiques dans le but de répondre au mieux à leurs attentes.

Depuis plusieurs années, le Parlement organise l'opération «Un jour au Parlement de Wallonie».

L'opération qui s'est déroulée entre le 22 février et le 20 avril 2018, a rassemblé plus de 2200 élèves et leurs professeurs de 57 établissements de l'enseignement primaire et secondaire francophone et germanophone.

Lors de ces journées, les élèves prêtent serment en salle des séances plénières, examinent leurs propres propositions de décret et de résolution en commissions parlementaires présidées par des députés, travaillent avec des fonctionnaires du Parlement et votent les propositions de décret, comme le font les véritables députés. A la fin de l'activité, chaque élève reçoit son diplôme de parlementaire d'un jour.

De même, le Parlement accueille chaque année des enfants âgés de 9 à 12 ans, participant à l'opération de la Ville de Namur «Je découvre ma ville». Cette journée s'est déroulée le 14 octobre 2017.

Après la projection d'un film sur la Wallonie et une visite du Parlement, 80 enfants ont prêté serment dans la salle des séances plénières. Ils ont ensuite présenté et discuté quatre propositions de résolution et les ont votées. À la fin de l'activité, chaque enfant a reçu son diplôme de parlementaire d'un jour.



## E. AUTRES ÉVÉNEMENTS

### OCTOBRE 2017

Le Parlement de Wallonie souhaite rendre hommage aux hommes et aux femmes qui ont résisté à l'intolérable et qui ont voulu transmettre durablement leur expérience afin qu'il n'y ait plus jamais de régimes totalitaires et liberticides.

À l'occasion de sa séance plénière du 25 octobre 2017, le Parlement a procédé à la remise des titres de «Passeur de mémoire» à trois personnes ou associations ayant joué un rôle dans la transmission de certains événements politiques et sociaux tragiques de notre histoire, principalement auprès des jeunes générations :

- Monsieur Jean Dauphin, à titre posthume, pour avoir perpétué la mémoire de la «Bataille des Frontières» en Gaume et le massacre de populations civiles en 1914;
- l'ASBL «La Compagnie du Bout du Nez» pour ses réflexions sur les faits de résistance développées au travers de son spectacle «De l'ombre à la lumière»;
- Monsieur Paul Sobol, pour son témoignage et sa démarche pédagogique sur la déportation en Belgique et la vie dans les camps de concentration.

### MAI 2018

Le Parlement a organisé le samedi 5 mai 2018 une journée de rencontre entre citoyens et partis politiques dénommée «Pour une Wallonie meilleure». Lors de cette journée, les citoyens ont pu présenter leurs idées en vue d'améliorer la situation et la gestion de la Région en s'adressant à un ou plusieurs des partis politiques représentés au Parlement. L'occasion était aussi donnée aux citoyens de s'informer sur le fonctionnement du Parlement, de découvrir les principales salles composant le bâtiment Saint-Gilles et de participer à des animations.

### JUIN 2018

Le Parlement a mis à l'honneur, le 21 juin 2018, quinze nouveaux Talents provenant de toute la Wallonie et relevant du monde économique, du domaine culturel, du secteur social, de la sphère environnementale et du domaine de l'artisanat.

Pour la quatrième année consécutive, les députés wallons avaient été invités à formuler des propositions de personnalités. Les Talents wallons lauréats en 2017 ont ensuite pu établir une sélection sur base de ces propositions.

À ce jour, ce ne sont pas moins de soixante Talents wallons qui ont été mis à l'honneur. Pour la quatrième édition de cette opération, une brochure a été éditée qui dresse le portrait de tous les lauréats (<https://bit.ly/2y9Dgp7>).



## F. VISITES, CENTRE DES VISITEURS ET BOUTIQUE DU PARLEMENT

### 1. VISITER LE PARLEMENT (BÂTIMENT SAINT-GILLES)

Toute l'année, le Parlement de Wallonie propose des visites guidées permettant de mieux comprendre le fonctionnement du pouvoir législatif et de découvrir le travail d'un député dans un lieu chargé d'histoire.

Le Parlement de Wallonie est situé au pied de la Citadelle de Namur. Il occupe un ancien hôpital du XVII<sup>e</sup> siècle totalement rénové afin de transformer un cadre historique en un haut lieu de démocratie. Il accueille depuis 1998 les débats des 75 députés directement élus par les Wallons.

La visite commence par un film de présentation au Centre des visiteurs du Parlement. S'ensuit la visite du bâtiment Saint-Gilles dans la langue des visiteurs, sous la conduite d'un agent du Greffe et d'un parlementaire si le groupe en fait la demande. Les visiteurs découvrent notamment les salles de commission, la Salle du Bureau ou encore la Salle des séances plénières. Cette dernière constitue une des particularités du Parlement de Wallonie puisque les 75 députés siègent selon le modèle de l'un des plus anciens parlements du monde, à savoir la Chambre des communes anglaise.

Il est aussi possible de découvrir le Parlement de Wallonie virtuellement: [parlement-wallonie.be/visite-virtuelle](https://www.parlement-wallonie.be/visite-virtuelle).

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=visite>

### 2. COMMENT ASSISTER À UNE SÉANCE PLÉNIÈRE OU À UNE RÉUNION DE COMMISSION ?

Tout citoyen peut assister aux réunions de commissions et aux séances plénières du Parlement de Wallonie. Ces réunions sont publiques (à de très rares exceptions près). Leur ordre du jour peut être consulté sur le site web du Parlement.

Pour assister à une séance, il suffit de consulter l'agenda puis de se présenter à l'accueil du bâtiment Saint-Gilles muni d'une pièce d'identité.

Il est aussi possible d'assister à une réunion de commission ou une séance plénière en direct depuis chez soi grâce à la chaîne YouTube ParlWal TV. Les déclarations d'intérêt régional, les questions urgentes, les questions d'actualité et certains débats exceptionnels en séance plénière sont par ailleurs retransmis sur les onze télévisions locales de Wallonie. Les comptes rendus avancés et intégraux des commissions et des séances ainsi que les podcasts sont également disponibles en ligne. Il est enfin possible de suivre l'actualité du Parlement sur sa page Facebook et son fil Twitter.

► Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://www.parlement-wallonie.be/agenda>

### 3. LE CENTRE DES VISITEURS ET LA BOUTIQUE DU PARLEMENT

Le Centre des visiteurs du Parlement de Wallonie a été inauguré le 24 janvier 2018.

Il a pour but d'accueillir, dans les meilleures conditions de confort, les groupes ayant réservé une visite du Parlement et de proposer la vente de publications ayant trait à la Wallonie, d'articles produits par des Talents wallons et d'articles aux couleurs du Parlement.



# L'ADMINISTRATION DU PARLEMENT

## A. ORGANES DE GESTION

### 1. BUREAU

#### Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés et l'organisation interne du Parlement de Wallonie, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier ;
- arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement de Wallonie dans les actes extrajudiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

Au terme de la session 2017-2018, le Bureau du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

<b>Président</b> .....	M. André ANTOINE
<b>Premier Vice-Président</b> .....	M. Christophe COLLIGNON
<b>2<sup>e</sup> Vice-Présidente</b> .....	Mme Jacqueline GALANT
<b>Secrétaires</b> .....	Mme Sophie PECRIAUX M. Olivier DESTREBECQ
<b>Greffier</b> .....	M. Frédéric JANSSENS

Au cours de la session 2017-2018, le Bureau s'est réuni à 21 reprises.



## 2. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission. Le Ministre-Président du Gouvernement est invité à participer aux réunions de la Conférence des présidents; il peut s'y faire représenter par un autre membre du Gouvernement.

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement et arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

**Au terme de la session 2017-2018, la Conférence des présidents du Parlement de Wallonie se compose comme suit:**

<b>Président</b> .....	M. André ANTOINE
<b>Premier Vice-Président</b> .....	M. Christophe COLLIGNON
<b>Vice-Présidente</b> .....	Mme Jacqueline GALANT
<b>Secrétaires</b> .....	Mme Sophie PECRIAUX M. Olivier DESTREBECQ
<b>Président du Groupe PS</b> .....	M. Pierre-Yves DERMAGNE
<b>Président du Groupe MR</b> .....	M. Jean-Paul WAHL
<b>Président du Groupe cdH</b> .....	M. Dimitri FOURNY
<b>Président du Groupe Ecolo</b> .....	M. Stéphane HAZEE
<b>Greffier</b> .....	M. Frédéric JANSSENS

Au cours de la session 2017-2018, la Conférence des présidents a été réunie à 17 reprises. S'y ajoutent 8 réunions du Bureau élargi. Le Bureau élargi est composé des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus. Il assure les fonctions de la Conférence des présidents entre deux réunions de celle-ci.

## B. GREFFE

### 1. VISION

Le Greffe est l'administration qui prépare, accompagne et assure le suivi du travail parlementaire. Il se veut une organisation moderne à la recherche permanente de l'excellence et qui a pour principale préoccupation d'offrir des services de haute qualité aux députées et députés ainsi qu'aux ministres dans leur fonction au Parlement.

### 2. MISSIONS

Au service des 75 députés wallons, le Greffe organise ou assure:

- le travail législatif et budgétaire des députés wallons;
- le travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons;
- l'expression des députés wallons sur des problèmes de société;
- la contribution du Parlement de Wallonie au bon fonctionnement de l'Union européenne;
- les relations internationales du Parlement de Wallonie;
- la publicité et l'archivage des travaux du Parlement de Wallonie;
- les services utiles au travail des parlementaires et aux groupes parlementaires;
- les relations du Parlement de Wallonie avec la société;
- la gestion administrative, matérielle et financière du Parlement de Wallonie.



### 3. ORGANIGRAMME

#### **Le greffier**

Le greffier prend place au Bureau et assiste le président du Parlement en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets, les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents. Il assume l'exécution des décisions du Parlement et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, des commissions et des comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement et son personnel.

Ces services sont composés de 114 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### **Direction de l'action parlementaire**

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires.

Concrètement, elle permet aux députés d'effectuer leur travail législatif, d'exercer le contrôle du Gouvernement et de formuler des propositions de résolution en assurant la gestion des documents, en organisant les réunions et en établissant les comptes rendus.

#### **Direction des affaires institutionnelles**

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives, découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services du Greffe pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

#### **Direction de la logistique**

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

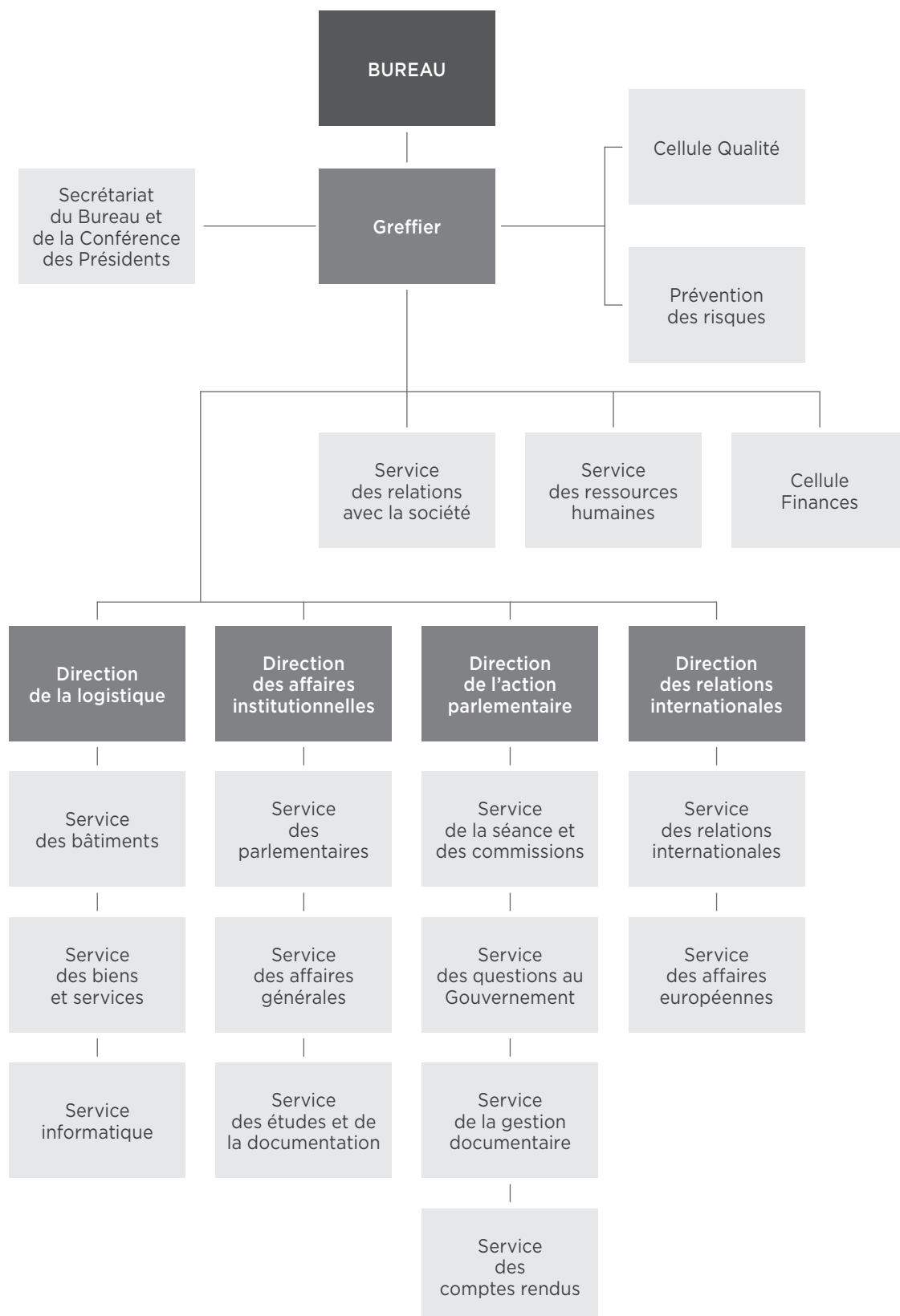
Elle apporte un soutien matériel aux parlementaires.

#### **Direction des relations internationales**

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information des parlementaires et à la participation du Parlement au bon fonctionnement de l'Union européenne.



# ORGANIGRAMME



## C. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses du Parlement pour l'année 2018 ont été estimées à 60 893 370 euros. Le montant de la dotation du Gouvernement au Parlement pour l'année 2018 s'élève à 58 144 000 euros.

Pour plus de détails, il convient de se référer aux documents parlementaires suivants:

- Doc. 942 (2017-2018) N° 1 Annexe 2 du 7 novembre 2017 (projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018 - Exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon, p. 13-14), adopté le 13 décembre 2017;
- Doc. 943 (2017-2018) N° 1 du 8 novembre 2017 (projet de budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2018), adopté le 13 décembre 2017.

## D. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION

### 1. CERTIFICATION À DES NORMES ISO

Certifié ISO 9001 en gestion de la qualité depuis 2009, à nouveau certifié en 2012, 2015 et 2018, le Greffe du Parlement de Wallonie s'est vu également délivrer le 28 juin 2018, pour la première fois, la certification ISO 14001 (gestion environnementale) pour ses deux implantations et la certification ISO 27001 (gestion de la sécurité de l'information) pour l'action parlementaire.

Le Greffe du Parlement de Wallonie est la première administration parlementaire au monde à obtenir cette triple certification.



### 2. COMITÉ POUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION AU TRAVAIL (CPPT)

Le Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT) du Greffe établit et met en œuvre le plan global de prévention et le plan annuel d'action.

Peuvent notamment être soulignées la formation de secouristes, d'agents et de chefs agents d'évacuation et de première intervention, la sensibilisation de la ligne hiérarchique à la gestion préventive du stress et la participation récurrente des services du Greffe à la Journée mondiale pour la santé et la protection au travail ainsi qu'au Mois de la cybersécurité.

## E. REDÉPLOIEMENT IMMOBILIER

Le regroupement des services du greffe dans le bâtiment du square Arthur Masson a été réalisé à la fin de la session 2016-2017. Ce déménagement a permis de réunir au sein d'un même bâtiment des agents qui étaient répartis sur trois sites distincts, permettant ainsi d'améliorer les collaborations et de réaliser d'importantes économies.

Un projet de Maison des parlementaires a été présenté en février 2018 avec pour objectif de :

- permettre le développement et mieux structurer l'activité parlementaire;
- améliorer les conditions d'accueil des citoyens, en ce compris les personnes handicapées;
- accroître l'utilisation des surfaces disponibles;
- offrir plus d'espaces de travail aux agents du Parlement;
- garantir une meilleure sécurité, tant pour les citoyens que pour les parlementaires;
- garantir la publicité et la transparence des activités parlementaires;
- fournir un bâtiment à consommation d'énergie quasi nulle afin de répondre aux exigences relatives aux bâtiments publics fixées par l'Union européenne.

Il est prévu que les travaux commencent dans le courant de l'année 2019. Ils devraient durer un peu plus de deux ans.





# IN MEMORIAM

## ANCIENS DÉPUTÉS

- M. Ghislain Hiance († 19 octobre 2017);
- M. Jacques Leroy († 29 octobre 2017);
- M. Frédéric François († 27 novembre 2017);
- M. Philippe Maystadt († 7 décembre 2017);
- M. Alfred Léonard († 26 janvier 2018);
- M. Amand Dalem († 28 février 2018);
- M. André Grosjean († 7 avril 2018);
- Mme Huberte Hanquet († 1<sup>er</sup> juillet 2018);
- M. Michel Tromont († 9 juillet 2018).



## ANNEXE 1

### PROJETS ET PROPOSITIONS DE DÉCRETS DÉPOSÉS, ADOPTÉS, REJETÉS OU RETIRÉS

#### COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Document	Intitulé
Doc. 300 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret spécial visant à assurer la proportionnalité du scrutin lors des élections régionales déposée par MM. Hazée et Henry, rejetée le 9 mai 2018
Doc. 670 (2016-2017) N° 3	Proposition de décret spécial portant modification de l'article 32, §1 <sup>er</sup> , alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, afin d'avancer la rentrée du Parlement wallon déposée par MM. Hazée et Jeholet, adoptée le 11 octobre 2017
Doc. 706 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de Partenariat et de Coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana le 21 décembre 2015, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 707 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment, en ce qui concerne les matières de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à l'Accord de Partenariat et de Coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana le 21 décembre 2015, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 983 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016, adopté le 24 janvier 2018
Doc. 997 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant la Convention Benelux du 10 juin 1970 en matière de chasse et de protection des oiseaux, fait à Bruxelles le 17 février 2016, adopté le 28 février 2018
Doc. 1001 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, signé à Munich le 18 février 2017, adopté le 14 mars 2018
Doc. 1002 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, signé à Munich le 18 février 2017, adopté le 14 mars 2018
Doc. 1003 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole d'adhésion à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, signé à Bruxelles le 11 novembre 2016, adopté le 4 juillet 2018
Doc. 1004 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles le 26 juin 2012, adopté le 4 juillet 2018
Doc. 1005 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord établissant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue le 25 octobre 2016, adopté le 14 mars 2018

Document	Intitulé
Doc. 1006 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne concernant le Centre de l'Agence spatiale européenne à Redu, fait à Bruxelles, le 24 mai 2017, adopté le 14 mars 2018
Doc. 1015 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret insérant un article 15/1 dans le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et un article 19/2 dans le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public déposée par MM. Dermagne, Collignon, P. Prévot, Mmes Gérardon, Poulin et Zrihen
Doc. 1016 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret insérant un article 15/1 dans le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et un article 19/2 dans le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution déposée par MM. Dermagne, Collignon, P. Prévot, Mmes Gérardon, Poulin et Zrihen
Doc. 1037 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 18bis du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public en vue d'assurer la présence paritaire d'hommes et de femmes déposée par M. Dermagne, Mme Gérardon, MM. Martin, P. Prévot, Mmes Morreale et Tillieux, rejetée le 4 juillet 2018
Doc. 1038 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 18bis du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution en vue d'assurer la présence paritaire d'hommes et de femmes déposée par M. Dermagne, Mme Gérardon, MM. Martin, P. Prévot, Mmes Morreale et Tillieux, rejetée le 4 juillet 2018
Doc. 1045 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret spécial modifiant les articles 60 et 64 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein du Gouvernement wallon déposée par Mme Ryckmans et M. Hazée
Doc. 1051 (2017-2018) N° 10	Projet de décret modifiant les décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons, adopté le 28 mars 2018
Doc. 1052 (2017-2018) N° 10	Projet de décret modifiant les décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallon, adopté le 28 mars 2018
Doc. 1063 (2017-2018) N° 1	Projet de décret spécial modifiant les articles 29octies et 29nonies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de supprimer l'effet dévolutif de la case de tête lors de l'élection des membres du Parlement wallon, rejeté le 9 mai 2018
Doc. 1064 (2017-2018) N° 1	Projet de décret spécial modifiant les articles 28, 29octies et 29nonies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de supprimer les listes de suppléants lors de l'élection des membres du Parlement wallon, rejeté le 9 mai 2018
Doc. 1065 (2017-2018) N° 4	Projet de décret spécial modifiant l'article 28 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'instaurer l'obligation d'alterner systématiquement le genre des candidats sur les listes pour l'élection des membres du Parlement wallon, adopté le 9 mai 2018
Doc. 1075 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer le rôle de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) de la Région wallonne déposée par M. Hazée, Mme Ryckmans, MM. Daele et Henry
Doc. 1076 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Muscat le 16 décembre 2008, adopté le 23 mai 2018

Document	Intitulé
Doc. 1082 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, faite à Bruxelles le 20 janvier 2015, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1083 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment aux amendements des annexes II et III à la Convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, adoptés à Ostende, le 29 juin 2007, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1085 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de la Communauté de développement d'Afrique australe, d'autre part, signé le 10 juin 2016 à Kasane, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1086 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2016, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1087 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2016, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1088 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Turquie, faite à Ankara le 11 avril 2014, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1105 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, adopté par la Conférence internationale du Travail à sa cent troisième session, Genève, le 11 juin 2014, adopté le 6 juin 2018
Doc. 1118 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Panama le 26 mars 2009, adopté le 4 juillet 2018
Doc. 1125 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 17 décembre 2015 modifiant l'accord de coopération du 2 mars 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1142 (2017-2018) N° 37	Projet de décret-programme portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1143 (2017-2018) N° 5	Projet de décret-programme portant des mesures diverses pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1154 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public en vue de prévenir les conflits d'intérêts et d'assurer la transparence des activités et des revenus privés déposée par MM. Dermagne, Collignon, P. Prévot, Mmes Gérardon, Poulin et Zrihen
Doc. 1155 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution en vue de prévenir les conflits d'intérêts et d'assurer la transparence des activités et des revenus privés déposée par MM. Dermagne, Collignon, P. Prévot, Mmes Gérardon, Poulin et Zrihen



## COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SANTÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Document	Intitulé
Doc. 511 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret insérant un livre VIII dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé (partie décrétable) relatif à l'aide aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales déposée par Mmes Morreale, Kapompole, Pécriaux, MM. Onkelinx, Martin et Mme Lambelin, retirée par ses auteurs le 6 février 2018
Doc. 866 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret insérant dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé des dispositions relatives à l'hébergement et à l'encadrement à durée indéterminée de personnes en difficultés sociales prolongées déposée par M. Drèze, Mmes Salvi, Leal Lopez et Moinnet, retirée par ses auteurs le 13 mars 2018
Doc. 891 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 17 juin 2016 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant la transposition dans la législation des prestations familiales de la Directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 892 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 14 juillet 2016 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant les modifications à apporter à la réglementation relative aux allocations familiales, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 975 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret insérant un livre VI/1 dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'aide à la vie affective et sexuelle des jeunes déposée par Mme Ryckmans et M. Daele
Doc. 989 (2017-2018) N° 3	Projet de décret relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, adopté le 7 février 2018
Doc. 993 (2017-2018) N° 3	Projet de décret insérant un Titre VIII dans le Livre Ier de la Deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre, adopté le 28 février 2018
Doc. 1102 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret visant à modifier l'article 270 du Code wallon de l'action sociale et de la santé en vue de renforcer l'emploi des personnes handicapées au sein des administrations régionales et locales déposée par Mme Tillieux, M. Courard, Mmes Pécriaux, Bonni, MM. Martin et Onkelinx
Doc. 1109 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 335, 336, 359 et 362 du Code wallon de l'action sociale et de la santé et y insérant un article 342bis en vue d'introduire plus de transparence dans le prix d'hébergement au sein des maisons de repos, des maisons de repos et de soins et des résidences-services déposée par M. Luperto, Mmes Tillieux, Pécriaux, Kapompole, Gérardon et M. Dermagne
Doc. 1029 (2017-2018) N° 8	Proposition de décret insérant dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé des dispositions relatives à l'hébergement collectif de personnes en difficultés prolongées déposée par M. Drèze, Mmes Durenne, Salvi, Nicaise, Vandorpe et Lecomte, adoptée le 28 mars 2018
Doc. 1117 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 329, 330 et 331 du Code wallon de l'action sociale et de la santé en vue de renforcer l'accessibilité des établissements et installations destinés au public pour les personnes handicapées accompagnées d'un chien d'assistance déposée par Mme Morreale, M. P. Prévot, Mme Zrihen, M. Lefebvre, Mme Tillieux et M. Legasse, rejetée le 4 juillet 2018



Document	Intitulé
Doc. 1145 (2017-2018) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 29 décembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant l'augmentation des plafonds de revenus et l'immunisation, pour les étudiants en alternance et en apprentissage, des revenus tirés de l'activité lucrative exercée dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant
Doc. 1146 (2017-2018) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 31 juillet 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant la modification de l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, §5, de la loi générale relative aux allocations familiales et la modification de l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'État ainsi qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des corps de police locale
Doc. 1156 (2017-2018) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 20 juillet 2017 entre la Communauté germanophone et la Région wallonne habilitant les comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte et au nom de la Communauté germanophone et des entités qui en dépendent

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Document	Intitulé
Doc. 862 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone en vue de transposer partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 905 (2017-2018) N° 1 et 1bis	Proposition de décret relatif au bail commercial de courte durée déposée par M. Martin, Mme Morreale, M. Legasse, Mmes Tillieux, Zrihen et M. Lefebvre, retirée par ses auteurs le 27 février 2018
Doc. 910 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret visant à insérer un article 3septies dans le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi en vue de renforcer la lutte contre les discriminations en matière d'emploi, déposée par Mmes Gahouchi, Zrihen, MM. Dermagne, Lefebvre, Mmes Gonzalez Moyano et Morreale, rejetée le 25 avril 2018
Doc. 920 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret réglant l'octroi des subventions accordées aux centres publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente, déposée par Mmes Zrihen, Tillieux, MM. Furlan, Legasse, Mmes Morreale et Gonzalez Moyano, rejetée le 23 mai 2018
Doc. 1007 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé AEF-Europe), adopté le 14 mars 2018
Doc. 1008 (2017-2018) N° 4	Projet de décret relatif au bail commercial de courte durée et modifiant le Code civil, adopté le 14 mars 2018
Doc. 1024 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers, adopté le 14 mars 2018

Document	Intitulé
Doc. 1084 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 1 <sup>er</sup> juin 2011 entre l'État fédéral et les Régions et Communautés concernant la coordination des contrôles en matière de travail illégal et de fraude sociale, adopté le 23 mai 2018
Doc. 1106 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret relative au déploiement des réseaux de communications à haut débit à l'intérieur des immeubles déposée par MM. Fourny et Wahl, adoptée le 23 mai 2018

## COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRAVAUX PUBLICS

Document	Intitulé
Doc. 67 (2014-2015) N° 4	Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue de garantir la continuité du service public au sein du Groupe TEC déposée par Mme De Bue, MM. Bellot, Jeholet, Dodrimont, Maroy et Tzanetatos, adoptée le 25 octobre 2017
Doc. 71 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols déposée par M. Henry, Mme Ryckmans, MM. Hazée et Daele, retirée par ses auteurs le 5 février 2018
Doc. 262 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret visant à intégrer l'apprentissage de l'utilisation de l'éthylotest dans la formation à la conduite déposée par M. Puget, retirée par son auteur le 22 janvier 2018
Doc. 739 (2016-2017) N° 11	Proposition de décret modifiant l'article D.IV.99 et le Livre VII du Code du Développement territorial en vue d'y insérer un article D.VII.1bis instaurant une présomption de conformité urbanistique pour certaines infractions déposée par MM. Fourny, Stoffels, Mme Gérardon, MM. Baurain, Denis et Mme Waroux, adoptée le 16 novembre 2017
Doc. 789 (2016-2017) N° 5	Proposition de décret modifiant l'article D.V.1 du Code du Développement territorial déposée par M. Dodrimont, adoptée le 16 novembre 2017
Doc. 790 (2016-2017) N° 7	Proposition de décret modifiant les articles D.II.23, D.II.64, D.VI.17, D.VI.49 et D.VII.1 du Code du Développement territorial et visant à y insérer un article D.II.25bis déposée par M. Dodrimont, adoptée le 16 novembre 2017
Doc. 947 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 4/1 du décret de la Région wallonne du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture déposée par M. Daele et Mme Ryckmans
Doc. 974 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret modifiant l'article D.VII.26 du Code du Développement territorial déposée par MM. Fourny, Dodrimont, Mme Moinnet et M. Wahl, adoptée le 14 mars 2018
Doc. 984 (2017-2018) N° 43	Projet de décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, adopté le 28 février 2018
Doc. 1043 (2017-2018) N° 10	Projet de décret réformant la gouvernance au sein de la Société régionale wallonne du Transport et modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, adopté le 28 mars 2018
Doc. 1057 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article D. 202 du décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en vue de revoir le mécanisme de pose des limiteurs de débit d'eau déposée par Mme Gérardon, M. Dermagne, Mmes Tillieux, Trotta, MM. Stoffels et Denis, rejetée le 20 juin 2018
Doc. 1067 (2017-2018) N° 4	Projet de décret transposant la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne la dématérialisation et la simplification administrative et diverses dispositions, adopté le 23 mai 2018

Document	Intitulé
Doc. 1114 (2017-2018) N° 4	Proposition de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne la saisie administrative des animaux déposée par Mmes Moinnet, Waroux, MM. Dodrimont, Fourny, Wahl et Mme Lecomte, adoptée le 20 juin 2018
Doc. 1144 (2017-2018) N° 1	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement de la République française et la Région wallonne de Belgique au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre la France et la Wallonie et de l'aménagement du canal de Pommeroeul à Condé, signée à Namur, le 19 juillet 2007, et à l'Avenant, signé à Paris, le 2 mai 2017, à la Convention entre le Gouvernement de la République française et la Région wallonne de Belgique au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre la France et la Wallonie et de l'aménagement du Canal de Pommeroeul à Condé, signée à Namur le 19 juillet 2007
Doc. 1150 (2017-2018) N° 1	Projet de décret relatif au Code wallon du Bien-être des animaux

## COMMISSION DU BUDGET, DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT

Document	Intitulé
Doc. 864 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision en vue de supprimer la redevance télévision déposée par MM. Collignon, Dupont, Mme Morreale, M. Lefebvre, Mme Pécriaux et M. Legasse, rejetée le 13 décembre 2017
Doc. 867 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret portant exemption des droits de donation et des droits de succession pour les travaux de rénovation énergétique déposée par MM. Collignon et Onkelinx, retirée par ses auteurs le 18 juillet 2018
Doc. 893 (2016-2017) N° 4	Projet de décret modifiant diverses dispositions relatives au marché de l'électricité et du gaz ainsi qu'aux impétrants, adopté le 25 octobre 2017
Doc. 972 (2017-2018) N° 5	Projet de décret portant diverses modifications fiscales, adopté le 13 décembre 2017
Doc. 1129 (2017-2018) N° 8	Projet de décret modifiant les décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité en vue du déploiement des compteurs intelligents et de la flexibilité, adopté le 18 juillet 2018
Doc. 1041 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 12 février 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au partage des objectifs belges climat et énergie pour la période 2013-2020, adopté le 25 avril 2018
Doc. 1066 (2017-2018) N° 10	Projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, adopté le 9 mai 2018
Doc. 1112 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret introduisant la procédure du « saut de génération » au sein du Code des droits de succession déposée par Mme Kapompole, M. Collignon, Mme Vienne, MM. Dupont et Dermagne
Doc. 1138 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'imposer la décision d'un juge de paix avant toute coupure déposée par M. Dupont, Mme Vienne, M. Stoffels et Mme Kapompole
Doc. 1139 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en vue d'imposer la décision d'un juge de paix avant toute coupure déposée par Mme Vienne, MM. Stoffels, Dupont et Mme Kapompole
Doc. 1140 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'établir pour les contrats de fourniture une période fixe de trois ans au moins déposée par Mme Vienne, M. Dupont, Mme Kapompole et M. Stoffels

Document	Intitulé
Doc. 1141 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en vue d'établir pour les contrats de fourniture une période fixe de trois ans au moins déposée par Mme Vienne, M. Dupont, Mme Kapompole et M. Stoffels
Doc. 1152 (2017-2018) N° 9	Projet de décret portant des dispositions fiscales diverses, adopté le 18 juillet 2018

## COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

Document	Intitulé
Doc. 982 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural afin d'élaborer une politique plus efficace de lutte contre l'érosion de la biodiversité déposée par M. Stoffels, Mme Morreale, MM. Denis, Lenzi et Dermagne
Doc. 1042 (2017-2018) N° 5	Projet de décret modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'exempter de droits de partage, de donation et de succession des biens immobiliers classés comme monument, adopté le 25 avril 2018
Doc. 1053 (2017-2018) N° 6	Projet de décret relatif au Code wallon du Patrimoine, adopté le 25 avril 2018
Doc. 1104 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment de l'accord de coopération du 25 avril 2017 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création de la Fondation Forêt de Soignes, adopté le 6 juin 2018
Doc. 1147 (2017-2018) N° 1	Projet de décret modifiant divers textes, en ce qui concerne les cours d'eau
Doc. 1160 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en vue d'interdire le survol des réserves naturelles avec un drone déposée par Mme Ryckmans

## COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Document	Intitulé
Doc. 53 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret visant à élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement pour un membre du conseil de l'action sociale déposée par M. Fourny, Mme Zrihen, MM. Jeholet, Courard, Hazée et Arens, retirée par ses auteurs le 13 mars 2018
Doc. 54 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret visant à élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement pour un conseiller provincial déposée par M. Fourny, Mme Zrihen, MM. Crucke, Courard, Hazée et Arens, retirée par ses auteurs le 13 mars 2018
Doc. 167 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret visant la mise à disposition, par les communes, d'un lieu public permettant d'organiser des cérémonies non confessionnelles, déposée par M. Courard, Mme Bonni, M. Martin, Mme Poulin, M. Lefebvre et Mme Vienne, rejetée le 23 mai 2018
Doc. 612 (2016-2017) N° 8	Proposition de décret relative à la communication en matière de renouvellement et d'abandon de sépultures déposée par MM. Arens, Fourny, Mme Galant et M. Destrebecq, adoptée le 16 novembre 2017
Doc. 731 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1125-12, L1523-14, L1523-15 et L2212-81quater du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de réglementer le fonctionnement des intercommunales déposée par M. Puget, rejetée le 28 mars 2018
Doc. 837 (2016-2017) N° 1	Proposition de décret visant à abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans pour les élections locales déposée par MM. Daele et Hazée, rejetée le 24 janvier 2018

Document	Intitulé
Doc. 874 (2016-2017) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 887 (2016-2017) N° 6	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à encadrer la notion d'empêchement du bourgmestre et de l'échevin, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 888 (2016-2017) N° 4	Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi organique des Centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 visant à encadrer la notion d'empêchement du président du conseil de l'action sociale, adopté le 11 octobre 2017
Doc. 894 (2017-2018) N° 10	Proposition de décret spécial modifiant le point B, visant l'élection du Parlement wallon, du tableau déterminant les circonscriptions électorales et leur composition, constituant l'annexe 1 du livre 1 <sup>er</sup> des annexes à la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État déposée par MM. Dermagne, Fourny et Wahl, adoptée le 24 janvier 2018
Doc. 907 (2017-2018) N° 8	Proposition de décret modifiant les articles L1332-18 et L2212-6 ainsi que l'annexe 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Dermagne, Fourny et Wahl, adoptée le 24 janvier 2018
Doc. 909 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret accordant le titre de ville à la commune d'Aubange déposée par M. Arens, Mme Lecomte, MM. Courard, Hazée et Fourny, adoptée le 28 mars 2018
Doc. 912 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret relative à la création d'un Fonds de garantie locative déposée par MM. Collignon, Dermagne, Stoffels, Mme Poulin, MM. Furlan et Luperto
Doc. 915 (2017-2018) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée, adopté le 16 novembre 2017
Doc. 918 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret modifiant le décret du 7 septembre 2017 portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux et provinciaux de Wallonie déposée par M. Antoine, adoptée le 9 mai 2018
Doc. 919 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret modifiant l'article 52 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau déposée par MM. Wahl et Fourny, adoptée le 29 novembre 2017
Doc. 985 (2017-2018) N° 20	Projet de décret relatif au bail d'habitation, adopté le 14 mars 2018
Doc. 994 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant diverses dispositions du Code wallon du logement et de l'habitat durable relatives au financement du logement d'utilité publique et diverses dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Dermagne, Collignon, Stoffels, Kilic, Mme Poulin et M. Furlan
Doc. 1011 (2017-2018) N° 4	Proposition de décret modifiant les articles 15, 22 et 27 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale déposée par M. Knaepen, Mme Simonet, MM. Collignon, Wahl, Fourny et Dupont, adoptée le 28 mars 2018
Doc. 1012 (2017-2018) N° 4	Proposition de décret modifiant les articles L1122-6, L1123-5, L1123-32, L2212-9 et L2212-42 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et insérant un article L2212-50bis déposée par M. Knaepen, Mme Simonet, MM. Collignon, Wahl, Fourny et Dupont, adoptée le 28 mars 2018
Doc. 1017 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret insérant un article L5211-2bis dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'instaurer l'obligation de dépôt d'une déclaration d'intérêts pour les mandataires publics locaux déposée par MM. Dermagne, Collignon, P. Prévot, Mmes Gérardon, Poulin et Zrihen, retirée par ses auteurs le 28 mars 2018

Document	Intitulé
Doc. 1025 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1122-7, L1123-17, L2212-7 et L2212-45 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'instaurer un plafond de rémunérations déposée par M. Dermagne, rejetée le 9 mai 2018
Doc. 1026 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue d'instaurer un plafond de rémunérations déposée par M. Dermagne, rejetée le 9 mai 2018
Doc. 1027 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1121-3 et L1125-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de rendre incompatible la fonction de membre d'un collège communal d'une commune de plus de cinquante mille habitants et la fonction de membre d'un parlement déposée par M. Dermagne, rejetée le 9 mai 2018
Doc. 1028 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1123-1, L1123-3, L2212-39 et L2212-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'assurer la parité au sein des collèges communaux et provinciaux déposée par M. Dermagne, rejetée le 9 mai 2018
Doc. 1062 (2017-2018) N° 1 et Ibis	Proposition de décret modifiant l'article L1234-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de définir la notion de cadre légal spécifique des associations sans but lucratif (ASBL) déposée par MM. Desquesnes et Culot
Doc. 1074 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de publier les règlements et ordonnances communaux sur le site internet des communes déposée par MM. Knaepen, Fourny, Wahl, Baurain, Gardier et Arens
Doc. 1101 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le titre IV du livre 1 <sup>er</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la démocratie participative au niveau local déposée par M. Collignon, Mmes Bonni, Gérardon, MM. Courard, Furlan et Dermagne
Doc. 1116 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret accordant le titre de ville à la commune de Spa déposée par MM. Gardier, P. Prévot et Mme Simonet, adoptée le 18 juillet 2018
Doc. 1134 (2017-2018) N° 3	Projet de décret intégrant le renforcement des synergies dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1135 (2017-2018) N° 3	Projet de décret intégrant le renforcement des synergies dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1136 (2017-2018) N° 3	Projet de décret intégrant le programme stratégique transversal dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et modifiant l'arrêté royal n° 519 du 31 mars 1987 organisant la mobilité volontaire entre les membres du personnel statutaire des communes et des centres publics d'aide sociale qui ont un même ressort, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1137 (2017-2018) N° 4	Projet de décret intégrant le programme stratégique transversal dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, adopté le 17 juillet 2018
Doc. 1046 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret abrogeant l'article L4145-12 et modifiant l'article L4145-20 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les élections locales déposée par MM. Wahl, Fourny, Destrebecq et Baurain, adoptée le 28 mars 2018
Doc. 1047 (2017-2018) N° 36	Projet de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales, adopté le 28 mars 2018
Doc. 1048 (2017-2018) N° 17	Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics, adopté le 28 mars 2018
Doc. 1055 (2017-2018) N° 4	Proposition de décret modifiant les articles L1122-13 et L2212-22 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'instaurer le principe de la transmission par voie électronique des convocations et des pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour du conseil communal et du conseil provincial déposée par MM. Knaepen, Fourny, Mme Vienne, M. Wahl, Mmes Simonet et Morreale, adoptée le 23 mai 2018

Document	Intitulé
Doc. 1098 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret modifiant l'article 24 du décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales déposée par M. Antoine, adoptée le 25 avril 2018
Doc. 1110 (2017-2018) N° 3	Proposition de décret modifiant l'article 43 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau déposée par MM. Wahl, Fourny et Maroy, adoptée le 20 juin 2018
Doc. 1111 (2017-2018) N° 8	Proposition de décret visant à modifier l'article 57 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en vue de supprimer la formule d'indexation de loyers applicable aux baux à résidence principale en cours au 1 <sup>er</sup> avril 2016 déposée par MM. Maroy, Wahl, Fourny et Baurain, adoptée le 20 juin 2018
Doc. 1151 (2017-2018) N° 1	Projet de décret modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public
Doc. 1153 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de prévenir les conflits d'intérêts et d'assurer la transparence des activités et des revenus privés déposée par MM. Dermagne, Collignon, P. Prévot, Mmes Gérardon, Poulin et Zrihen

## COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Document	Intitulé
Doc. 42 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret introduisant l'usage de la consultation populaire à l'échelon régional déposée par M. Puget, retirée par son auteur le 28 juin 2018
Doc. 79 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret spécial mettant en œuvre l'article 39bis de la Constitution en vue d'instituer la consultation populaire au niveau régional déposée par MM. Fourny et Collignon, retirée par ses auteurs le 28 juin 2018
Doc. 83 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret spécial visant à instituer la consultation populaire régionale déposée par MM. Hazée et Jeholet, retirée par ses auteurs le 28 juin 2018
Doc. 559 (2015-2016) N° 35	Proposition de décret spécial instituant la consultation populaire déposée par MM. Collignon, Fourny, Mouyard et Puget, adoptée le 18 juillet 2018
Doc. 1131 (2017-2018) N° 1	Proposition de décret relatif à l'organisation de la consultation populaire régionale déposée par MM. Antoine, Collignon, Mouyard, Fourny et Puget

## ANNEXE 2

### PROJETS DE DÉCRET DE NATURE BUDGÉTAIRE

Document	Intitulé
Doc. 939 (2017-2018) N° 4	Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, adopté le 13 décembre 2017
Doc. 940 (2017-2018) N° 4	Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, adopté le 13 décembre 2017
Doc. 941 (2017-2018) N° 6	Projet de décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, adopté le 13 décembre 2017
Doc. 942 (2017-2018) N° 9	Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, adopté le 13 décembre 2017
Doc. 1126 (2017-2018) N° 4	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, adopté le 18 juillet 2018
Doc. 1127 (2017-2018) N° 4	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, adopté le 18 juillet 2018



## ANNEXE 3

### PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

Document	Intitulé
Doc. 77 (2014-2015) N° 1	Proposition de résolution visant à réformer le système de contrôle des opérations électorales et de vérification des pouvoirs déposée par MM. Hazée, Daele, Henry et Mme Ryckmans, rejetée le 25 avril 2018
Doc. 144 (2014-2015) N° 1	Proposition de résolution visant à intégrer l'apprentissage de l'utilisation de l'éthylotest dans la formation à la conduite déposée par M. Puget, retirée par son auteur le 22 janvier 2018
Doc. 161 (2014-2015) N° 3	Proposition de résolution visant à responsabiliser les auteurs de mouvements de grèves sauvages déposée par M. Fourny, Mmes Moucheron, Waroux et Salvi, adoptée le 25 octobre 2017
Doc. 248 (2014-2015) N° 1	Proposition de résolution visant à instaurer un dispositif de loyer de référence déposée par MM. Stoffels, Dermagne, Collignon, Dupont et Onkelinx, rejetée le 14 mars 2018
Doc. 256 (2015-2016) N° 8	Proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie déposée par Mme Morreale, MM. Courard, Mottard, Mme Kapompole et M. Devillers, adoptée le 16 novembre 2017
Doc. 357 (2015-2016) N° 8	Proposition de résolution visant à lutter contre le phénomène de harcèlement sexiste dans les transports en commun déposée par Mmes Bonni, Pécriaux, M. Prévot, Mme Gérardon, M. Denis et Mme Lambelin, adoptée le 28 février 2018
Doc. 551 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à garantir l'accès à des toilettes publiques en dehors et pendant des événements populaires déposée par Mme Morreale, MM. Prévot et Lefebvre, rejetée le 4 juillet 2018
Doc. 587 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à développer les investissements d'infrastructures du Groupe TEC déposée par Messieurs Hazée et Henry, rejetée le 29 novembre 2017
Doc. 721 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à mieux valoriser les métiers du secteur de l'aide à domicile, notamment celui de l'aide familiale, dans le cadre de l'assurance autonomie déposée par Mme Bonni et M. Stoffels, rejetée le 25 avril 2018
Doc. 748 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à réorganiser la gestion de l'eau en Wallonie autour de la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) et de la Société wallonne des eaux (SWDE) déposée par M. Puget, retirée par son auteur le 22 janvier 2018
Doc. 776 (2016-2017) N° 5	Proposition de résolution visant à lutter contre la présence de canettes parmi les déchets sauvages déposée par M. Fourny, Mme Waroux, M. Baurain, Mmes Salvi, Vandorpe et Leal Lopez, adoptée le 25 avril 2018
Doc. 780 (2016-2017) N° 5	Proposition de résolution visant à favoriser les alternatives à l'expérimentation animale déposée par MM. Stoffels, Dodrimont et Mme Waroux, adoptée le 11 octobre 2017
Doc. 818 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à implémenter une politique tarifaire sociale active à destination des jeunes usagers du TEC déposée par Mme Gérardon, MM. Collignon, Sampaoli, Lenzini, Stoffels et Furlan, rejetée le 14 mars 2018
Doc. 820 (2016-2017) N° 6	Proposition de résolution relative à l'interdiction des perturbateurs endocriniens déposée par Mme Waroux, MM. Arens, Baurain, Mmes Moinnet, Simonet et M. Desquesnes, adoptée le 23 mai 2018
Doc. 821 (2016-2017) N° 3	Proposition de résolution visant à améliorer la qualité de vie des familles monoparentales déposée par Mmes Vandorpe, Salvi, Leal Lopez, Simonet, MM. Fourny et Drèze, adoptée le 14 mars 2018
Doc. 885 (2016-2017) N° 1	Proposition de résolution visant à adopter une stratégie climatique en vue de mettre en œuvre l'Accord de Paris déposée par M. Henry, Mme Ryckmans, MM. Daele et Hazée, retirée par ses auteurs le 25 septembre 2017
Doc. 886 (2016-2017) N° 9	Proposition de résolution relative à la mise en œuvre d'une politique wallonne du climat déposée par M. Fourny, Mme Waroux et M. Drèze, adoptée le 28 septembre 2017

Document	Intitulé
Doc. 906 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution demandant la mise en place d'un mécanisme d'évaluation des effets socio-économiques et environnementaux de l'Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA) déposée par Mme Zrihen et M. Dermagne, rejetée le 14 mars 2018
Doc. 908 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à instaurer une filière wallonne d'excellence en matière de poules pondeuses déposée par Mme Lambelin, MM. Stoffels, P. Prévot, Mmes Morreale, Trotta et M. Denis, rejetée le 25 avril 2018
Doc. 911 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à limiter le nombre de membres du personnel et à garantir la transparence des cabinets ministériels déposée par MM. Hazée et Daele, rejetée le 16 novembre 2017
Doc. 913 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative à la concrétisation du projet de piscine olympique à Louvain-la-Neuve déposée par M. Antoine
Doc. 921 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à préserver les finances des pouvoirs locaux face aux décisions du Gouvernement fédéral sur la réforme du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales déposée par MM. Luperto et Dermagne, rejetée le 16 novembre 2017
Doc. 937 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution demandant au Gouvernement wallon de modifier l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage déposée par M. Puget
Doc. 938 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en place d'une cellule de crise opérationnelle dans le cadre d'un déficit de précipitations sur le territoire de la Wallonie déposée par M. Puget, rejetée le 28 février 2018
Doc. 944 (2017-2018) N° 5	Proposition de résolution relative à l'implémentation d'un guide de bonne conduite administrative dans l'ensemble des organismes publics et services du Gouvernement wallon déposée par MM. Lefebvre, P. Prévot, Mme Trotta, M. Legasse, Mme Kapompole et M. Dermagne, adoptée le 24 janvier 2018
Doc. 945 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en place d'un mécanisme d'octroi de prêts à taux zéro pour les jeunes ménages dans le cadre d'une acquisition immobilière et pour les personnes âgées et/ou affectées d'un handicap dans le cadre de l'adaptation de leur logement déposée par MM. Dermagne, Collignon, Stoffels, Mmes Poulin, Gahouchi et M. P. Prévot
Doc. 956 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer l'information sur les activités en zone forestière publique déposée par MM. Fourny, Wahl, Desquesnes, Mouyard, Arens et Mme Brogniez
Doc. 967 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer la prévention et la protection contre les risques liés aux nuisances sonores et en particulier à la musique déposée par M. P. Prévot, Mmes Lambelin, Kapompole, Trotta, Poulin et Gérardon
Doc. 968 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à promouvoir la création de jardins communautaires sur le territoire des communes wallonnes déposée par M. P. Prévot, Mmes Tillieux, Trotta, Lambelin, MM. Lefebvre et Legasse
Doc. 969 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en place d'une politique wallonne de protection des végétaux respectueuse de l'environnement et de la biodiversité déposée par Mme Ryckmans et M. Henry
Doc. 970 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative à l'accessibilité des femmes aux métiers du secteur du numérique déposée par Mmes Lecomte, Potigny, M. Dodrimont, Mmes Salvi, Simonet et M. Fourny
Doc. 971 (2017-2018) N° 3	Proposition de résolution relative au Docteur Ahmadrza Djalali, condamné à la peine de mort en Iran déposée par MM. Wahl, Fourny, Mme Zrihen et M. Hazée, adoptée le 29 novembre 2017
Doc. 981 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant au rachat des gares fermées et mises en vente par la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) afin d'y développer des services destinés au public déposée par M. Puget, retirée par son auteur le 25 avril 2018
Doc. 986 (2017-2018) N° 10	Proposition de résolution sur les accords de libre-échange de l'Union européenne et le redéploiement international de l'économie wallonne déposée par Mmes Simonet, Dock, MM. Fourny, Wahl, Antoine et Culot, adoptée le 28 février 2018

Document	Intitulé
Doc. 988 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à définir une stratégie globale de mobilité durable en Wallonie déposée par MM. Collignon, Dermagne, Mme Gonzalez Moyano, M. Onkelinx, Mmes Gérardon et Pécriaux
Doc. 990 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative au respect et à la mise en oeuvre de l'article 19 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées favorisant pour les personnes en situation de handicap l'autonomie de vie, l'inclusion dans la société et des parcours de vie inscrits dans la cité, plus souples et évolutifs par une politique de désinstitutionnalisation privilégiant la création d'unités de vie de petite taille déposée par Mmes Tillieux, Gérardon, Pécriaux, MM. Martin, Onkelinx et P. Prévot, rejetée le 6 juin 2018
Doc. 992 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à définir une stratégie de protection de la fertilité des sols déposée par MM. Stoffels, Denis, Mmes Gérardon, Morreale, MM. Dermagne et Courard, rejetée le 23 mai 2018
Doc. 995 (2017-2018) N° 1 et 1bis	Proposition de résolution visant à s'opposer à la privatisation de Belfius et à proposer un dédommagement à l'égard des communes et des provinces déposée par MM. Collignon, Dermagne, Dupont, Mme Poulin, M. Luperto et Mme Bonni, rejetée le 28 mars 2018
Doc. 996 (2017-2018) N° 4	Proposition de résolution visant à la mise en oeuvre en Wallonie des mesures et orientations définies dans le projet de Pacte énergétique interfédéral déposée par MM. Henry, Hazée, Mme Ryckmans et M. Daele, adoptée le 28 mars 2018
Doc. 1000 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer la lutte contre les incivilités et les infractions environnementales déposée par MM. Stoffels, Denis, Mmes Morreale, Gérardon, MM. Dermagne et Courard
Doc. 1010 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative à la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap et à l'accompagnement sexuel déposée par Mme Tillieux, M. Courard, Mmes Pécriaux, Gérardon et M. Martin, retirée par ses auteurs le 16 mars 2018
Doc. 1014 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à solliciter la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne par l'État belge contre le renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate déposée par Mme Morreale, MM. P. Prévot, Denis, Mme Gonzalez Moyano, MM. Courard et Stoffels
Doc. 1034 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative aux impacts des pollutions des sols causées par des microfibres de plastique déposée par MM. Stoffels, Denis, Mme Morreale, M. Dermagne, Mme Gonzalez Moyano et M. Lenzi, rejetée le 4 juillet 2018
Doc. 1035 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative à la mise en place d'expériences-pilotes de maisons d'accueil socio-sanitaire (MASS) pour les usagers de drogues dans les grandes villes wallonnes déposée par M. Drèze, Mme Defraigne, M. Onkelinx, Mme Salvi, MM. Wahl et Dermagne, retirée par ses auteurs le 24 avril 2018
Doc. 1039 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer la présence équilibrée des genres au sein des fonctionnaires généraux de la fonction publique wallonne et des organismes soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne déposée par MM. Dermagne, Lefebvre, Mme Kapompole, M. P. Prévot, Mmes Morreale et Gonzalez Moyano, rejetée le 4 juillet 2018
Doc. 1040 (2017-2018) N° 3	Proposition de résolution visant à sensibiliser le Gouvernement fédéral à la création d'un centre d'examen théorique situé en Wallonie pour la délivrance de brevets de conduite de bateau déposée par M. Puget, adoptée le 25 avril 2018
Doc. 1044 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à une proactivité accrue en matière d'électromobilité afin d'atteindre, à l'horizon 2030, des objectifs ambitieux en matière de mobilité respectueuse de l'environnement et de la santé déposée par M. Stoffels
Doc. 1049 (2017-2018) N° 3	Proposition de résolution visant à inviter le Gouvernement fédéral à retirer le projet de loi autorisant les visites domiciliaires déposée par M. Dermagne et Mme Ryckmans, adoptée le 25 avril 2018
Doc. 1050 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution relative à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne, la Colombie, le Pérou et l'Équateur, déposée par Mesdames Zrihen, Ryckmans, Messieurs Dermagne et Hazée, rejetée le 23 mai 2018

Document	Intitulé
Doc. 1054 (2017-2018) N° 6	Proposition de résolution relative à la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap et à l'accompagnement sexuel déposée par Mme Tillieux, M. M. Prévot, Mme Durenne, M. Daele, Mmes Nicaise et Pécriaux, adoptée le 25 avril 2018
Doc. 1058 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à implémenter une stratégie de réduction de l'exposition humaine aux perturbateurs endocriniens déposée par M. Stoffels, Mme Morreale, MM. Dermagne et Courard, retirée par ses auteurs le 7 mai 2018
Doc. 1070 (2017-2018) N° 3	Proposition de résolution relative à la mise en place d'expériences-pilotes de dispositifs intégrés en réduction des risques liés aux assuétudes et à la toxicomanie dans les grandes villes wallonnes déposée par M. Drèze, Mme Defraigne, M. Onkelinx, Mmes Salvi, Durenne et M. Dermagne, adoptée le 23 mai 2018
Doc. 1071 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en place un encadrement spécifique pour les jeunes de moins de 25 ans sans diplôme ni emploi ni formation déposée par Mmes Zrihen, Morreale, Tillieux, Gahouchi, MM. Lefebvre et Legasse
Doc. 1081 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à la création d'un registre des représentants d'intérêts déposée par M. Dermagne
Doc. 1091 (2017-2018) N° 3	Proposition de résolution relative à l'adoption du Plan wallon des déchets-ressources arrêté par le Gouvernement wallon le 22 mars 2018 déposée par MM. Fourny et Wahl, adoptée le 23 mai 2018
Doc. 1100 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant l'évaluation du mécanisme du coût-vérité en matière de gestion des déchets déposée par Mme Bonni, M. Denis, Mme Gonzalez Moyano, MM. Lenzi, Stoffels et Dermagne
Doc. 1108 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à engager un processus de concertation avec le Gouvernement fédéral, d'une part, et avec le Gouvernement de la Communauté française, d'autre part, en vue de la conclusion d'un accord de coopération permettant la mise en place d'un « pass contraception-prévention » déposée par Mme Ryckmans et M. Daele
Doc. 1113 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à définir les priorités stratégiques de la Wallonie pour la Politique agricole commune (PAC) après 2020 déposée par Mme Ryckmans et M. Henry
Doc. 1115 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en place une vignette pour les véhicules légers compensée par une réduction de la taxe de circulation déposée par MM. Fourny, Maroy, Arens, Mme Salvi, MM. Culot et Lecerf
Doc. 1128 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un appel à projets afin de promouvoir et de contribuer au développement des poulaillers partagés entre citoyens déposée par M. Puget
Doc. 1132 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant l'organisation d'une réforme du transport scolaire des enfants fréquentant l'enseignement spécialisé déposée par Mme Morreale, M. Courard, Mmes Poulin Gahouchi, Gérardon et M. Dermagne
Doc. 1133 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à apporter une réponse urgente, transversale et d'envergure au déclin de la biodiversité et des richesses qu'elle procure à la Wallonie déposée par Mme Ryckmans, MM. Henry, Daele et Hazée
Doc. 1161 (2017-2018) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en place des expériences-pilotes de développement de véhicules à hydrogène en Wallonie et à en étudier les opportunités futures déposée par Mme Moinnet, MM. Lecerf, Fourny et Wahl

## ANNEXE 4

### PROPOSITIONS DE DÉCRET POUR LESQUELLES LE CONSEIL D'ÉTAT A RENDU UN AVIS

Document	Intitulé
Doc. 283 (2014-2015) N° 2	Proposition de décret spécial modifiant l'article 28 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de supprimer les listes de suppléants pour les élections au Parlement wallon déposée par M. Fourny, Mme Salvi, M. Drèze et Mme Simonet. Avis du Conseil d'État donné le 28 février 2018.
Doc. 284 (2014-2015) N° 2	Proposition de décret spécial modifiant les articles 29octies et 29nonies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de supprimer l'effet dévolutif de la case de tête lors de l'élection au Parlement wallon déposée par M. Fourny, Mme Salvi, MM. Arens, Drèze et Mme Leal Lopez. Avis du Conseil d'État donné le 28 février 2018.
Doc. 498 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret relatif à la régionalisation du transport exceptionnel déposée par M. Fourny, Mmes Salvi et Leal Lopez. Avis du Conseil d'État donné le 17 janvier 2018.
Doc. 740 (2016-2017) N° 4	Proposition de décret modifiant l'article 1 <sup>er</sup> du décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 <sup>er</sup> à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1 <sup>er</sup> à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement Territorial déposée par MM. Stoffels, Fourny, Baurain, Sampaoli, Mme Waroux et M. Lenzini. Avis du Conseil d'État donné le 20 décembre 2017.
Doc. 894 (2017-2018) N° 4	Proposition de décret spécial modifiant l'article L1332-18 et l'annexe 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Dermagne, Fourny et Wahl. Avis du Conseil d'État donné le 7 novembre 2017.
Doc. 894 (2017-2018) N° 5	Proposition de décret spécial modifiant l'article L1332-18 et l'annexe 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Dermagne, Fourny et Wahl. Avis du Conseil d'État donné le 7 novembre 2017.
Doc. 894 (2017-2018) N° 6	Proposition de décret spécial modifiant l'article L1332-18 et l'annexe 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par MM. Dermagne, Fourny et Wahl. Avis du Conseil d'État donné le 7 novembre 2017.
Doc. 975 (2017-2018) N° 2	Proposition de décret insérant un livre VI/1 dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'aide à la vie affective et sexuelle des jeunes déposée par Mme Ryckmans et M. Daele. Avis du Conseil d'État donné le 7 février 2018.

---

### SAVIEZ-VOUS QUE ?

Le Conseil d'État est doté d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires.

L'avis de la section de législation a plus précisément pour objet de vérifier la conformité des textes proposés avec les normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.



## ANNEXE 5

### ARRÊTS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE CONCERNANT LES DÉCRETS DE LA RÉGION WALLONNE

Au cours de la session 2017-2018, la Cour constitutionnelle a rendu 3 arrêts en rapport avec des décrets de la Région wallonne:

- arrêt du 1<sup>er</sup> mars 2018 concernant les recours en annulation de l'article 98 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement (Doc. 1056 (2017-2018) N° 1);
- arrêt du 15 mars 2018 concernant le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 3 mars 2016 visant à réaliser un saut d'index des loyers (Doc. 1072 (2017-2018) N° 1);
- arrêt du 22 mars 2018 concernant le recours en annulation de l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement (Doc. 1078 (2017-2018) N° 1);

---

#### SAVIEZ-VOUS QUE ?

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'État, des Communautés et des Régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale.

La Cour veille par ailleurs au respect des articles de la Constitution qui garantissent notamment les principes d'égalité, de non-discrimination ou encore, depuis la sixième réforme de l'État, de loyauté fédérale.

## ANNEXE 6

### CONTRÔLES ET AUDITS DE LA COUR DES COMPTES

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et un contrôle de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus :

- un rapport d'audit sur les missions de police environnementale exercées par l'unité de répression des pollutions en Région wallonne (Doc. 914 (2017-2018) N° 1);
- un rapport relatif à l'état des lieux des finances publiques wallonnes (Doc. 922 (2017-2018) N° 1 et 1bis);
- le 29<sup>e</sup> cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicules Ier et II (Doc. 1059 (2017-2018) N° 1 et 1bis).

Le 15 mars, le Premier Président de la Cour des comptes a été reçu au Parlement de Wallonie afin de remettre officiellement ce cahier au Président André Antoine.

Ce rapport a été examiné par les différentes commissions permanentes du Parlement (voir <https://bit.ly/2PkhDsH>).



## ANNEXE 7

### STATISTIQUES GÉNÉRALES

Session	SE 1995	1995 - 1996	1996 - 1997	1997 - 1998	1998 - 1999
Projets de décret	3	29	43	68	79
Propositions de décret	57	30	38	23	13
Résolutions	-	7	10	7	6
Motions	2	40	19	13	9
Interpellations	2	112	57	34	18
Questions orales	-	15	89	103	67
Questions d'actualité	6	104	102	89	65
Questions urgentes	-	-	-	-	-
Questions écrites	134	694	753	639	282

Session	SE 1999	1999 - 2000	2000 - 2001	2001 - 2002	2002 - 2003	2003 - 2004
Projets de décret	3	32	45	72	100	92
Propositions de décret	29	26	16	25	18	41
Résolutions	5	4	9	13	19	11
Motions	2	14	9	3	4	7
Interpellations	2	17	14	18	11	19
Questions orales	12	202	174	281	328	298
Questions d'actualité	8	87	96	121	145	115
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	37	348	350	322	327	248

Session	SE 2004	2004 - 2005	2005 - 2006	2006 - 2007	2007 - 2008	2008 - 2009
Projets de décret	1	27	54	68	70	67
Propositions de décret	19	75	75	44	40	40
Résolutions	-	26	62	34	44	40
Motions	2	22	18	21	14	12
Interpellations	-	127	253	296	295	165
Questions orales	-	963	1143	1047	1174	566
Questions d'actualité	-	193	184	210	188	87
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	25	917	1245	1674	3095	1552



Session	SE 2009	2009 - 2010	2010 - 2011	2011 - 201	2012 - 2013	2013 - 2014
Projets de décret	1	42	52	72	87	125
Propositions de décret	60	20	54	35	22	25
Résolutions	2	22	49	30	36	19
Motions	4	28	24	14	22	10
Interpellations	-	228	145	128	73	31
Questions orales	-	1787	1806	1816	1775	1102
Questions d'actualité	-	174	203	233	157	178
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	301	3267	5482	4149	4425	2426

Session	SE 2014	2014 - 2015	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018
Projets de décret	2	56	73	80	63
Propositions de décret	16	59	35	46	53
Résolutions	2	66	87	64	46
Motions	3	15	29	42	52
Interpellations	-	51	67	59	50
Questions orales	-	2777	2812	2071	2093
Questions d'actualité	-	244	264	249	253
Questions urgentes	-	-	77	66	55
Questions écrites	404	3618	5739	5367	4352

Décrets, motions et résolutions: textes déposés

Interpellations et questions développées

Questions écrites déposées

## CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

Le Parlement de Wallonie aura connu, durant la session 2017-2018, un total de 6 803 actes de contrôle du Gouvernement, répartis comme suit:

Ministres	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Questions urgentes	Questions écrites
Willy Borsus	7	138	19	1	161
Alda Greoli	14	266	25	2	496
Pierre-Yves Jeholet	3	359	49	8	561
Carlo Di Antonio	5	472	81	20	1632
Jean-Luc Crucke	8	230	25	9	353
René Collin	5	380	29	7	705
Valérie De Bue	8	248	25	8	444





PARLEMENT  
DE WALLONIE

Square Arthur Masson 6 - 5012 Namur  
081.23.10.36 - [courriel@parlement-wallonie.be](mailto:courriel@parlement-wallonie.be)

